



អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens

**ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ**

Kingdom of Cambodia

Nation Religion King

Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi

អង្គជំនុំជម្រះសាលាដំបូង

Trial Chamber

Chambre de première instance

ឯកសារដើម

ORIGINAL/ORIGINAL

ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date): 26-Feb-2013, 13:58

CMS/CFO: Uch Arun

TRANSCRIPTION - PROCÈS
PUBLIC

Dossier n° 002/19-09-2007-CETC/CPI

21 février 2013

Journée d'audience n° 160

Devant les juges :

NIL Nonn, Président
YA Sokhan
Claudia FENZ
Jean-Marc LAVERGNE
YOU Ottara
THOU Mony (suppléant)
Silvia CARTWRIGHT (absente)

Les accusés :

IENG Sary
KHIEU Samphan

Pour les accusés :

SON Arun
Victor KOPPE
ANG Udom
Michael G. KARNAVAS
KONG Sam Onn
Arthur VERCKEN

Pour la Chambre de première instance :

Susan LAMB
DUCH Phary
Faiza ZOUAKRI

Pour les parties civiles :

PICH Ang
Élisabeth SIMONNEAU-FORT
Lyman NGUYEN
VEN Pov

Pour le Bureau des co-procureurs :

Andrew CAYLEY
VENG Huot
Dale LYSAK

Pour la Section de l'administration judiciaire :

SOUR Sotheavy

Tableau des intervenants

Langue utilisée sauf indication contraire dans le procès-verbal d'audience

Intervenants	Langue
Mme. la juge FENZ	Français
Me KARNAVAS	Anglais
Me KONG SAM ONN	Khmer
Me KOPPE	Anglais
M. LYSAK	Anglais
Me NGUYEN	Anglais
M. le juge Président NIL NONN	Khmer
Me SIMONNEAU-FORT	Français
Me VERCKEN	Français

1

1 PROCÈS-VERBAL

2 (Début de l'audience: 9h06)

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 Veuillez vous asseoir. L'audience est ouverte.

5 L'audience d'aujourd'hui a pour but d'entendre les parties sur

6 différents points en relation avec l'arrêt de la Chambre de la

7 Cour suprême rendu sur l'appel interjeté par les procureurs

8 contre l'ordonnance de disjonction des poursuites dans le cadre

9 du dossier 002/01.

10 Nous avons tenu deux jours d'audience cette semaine sur ce sujet.

11 Nous allons poursuivre avec une audience ce matin. La Chambre

12 espère, à l'issue de ces deux jours et demi d'audience, d'avoir

13 les fondements nécessaires pour rendre une décision et reprendre

14 rapidement la procédure.

15 [09.08.49]

16 Nous allons d'abord entendre les réponses des parties aux

17 questions additionnelles que la Chambre leur a posées dans son

18 mémorandum du 18 février 2013, rendu le 19 février 2013, document

19 E264. Nous pouvons aussi avoir des questions additionnelles pour

20 les parties, au besoin.

21 Afin d'assurer la tenue d'une audience rapide aujourd'hui, nous

22 aimerions rappeler aux parties de lire soigneusement les

23 questions posées dans le mémorandum et de répondre directement

24 aux questions. Je parle bien ici du document E264.

25 Et nous allons modifier légèrement le déroulement de l'audience

2

1 d'aujourd'hui. Toutes les parties doivent répondre aux questions
2 dans l'ensemble, et pas une à une ou l'une après l'autre. Les
3 parties pourront donc s'exprimer sur l'ensemble des questions
4 posées dans le mémorandum. Il y aura ensuite droit de réponse et
5 réplique.

6 Nous allons donc limiter le temps de parole des parties: 40
7 minutes pour les procureurs; les coavocats principaux pour les
8 parties civiles peuvent ajouter des points sur ce que les
9 procureurs ont dit, ils disposeront de 20 minutes; et chacune des
10 équipes de défense aura 20 minutes pour présenter ses réponses.

11 [09.11.02]

12 Quant à la dernière question, nous verrons, tout dépendant de
13 comment se déroule l'audience d'aujourd'hui, le temps que nous
14 allouerons aux parties... enfin, aux procureurs et aux parties
15 civiles pour cette dernière question.

16 Monsieur Duch Phary, pouvez-vous faire rapport sur la présence
17 des parties?

18 LE GREFFIER:

19 Monsieur le Président, toutes les parties à l'audience sont
20 présentes à l'exception de l'accusé Ieng Sary, qui, lui,
21 participe depuis la cellule de détention temporaire, pour des
22 raisons de santé.

23 Un autre accusé, Nuon Chea, est, lui, absent pour des raisons de
24 santé. Il a reçu des soins et est en convalescence au centre de
25 détention. Nuon Chea a informé la Chambre que, bien qu'il n'est

3

1 pas présent à l'audience d'aujourd'hui, il ne s'oppose pas à la
2 tenue de ladite audience.

3 Je vous remercie.

4 [09.12.19]

5 M. LE PRÉSIDENT:

6 Merci.

7 D'après les informations que j'ai reçues le 18 février sur la
8 question de la disjonction des poursuites, nous avons remarqué
9 qu'il demeure des questions en suspens, et c'est pourquoi nous
10 poserons des questions supplémentaires aux parties.

11 Il est demandé aux coproccureurs d'indiquer les paragraphes de la
12 décision de renvoi qui, selon eux, devraient être inclus dans la
13 portée de l'examen des poursuites dans le cadre du premier procès
14 dans le dossier numéro 002, à l'appui de toute extension demandée
15 par rapport aux phases I et II des déplacements de populations de
16 Tuol Po Chrey.

17 Dans leur demande du 27 janvier 2012, les coproccureurs ont
18 indiqué que les allégations factuelles correspondant aux
19 paragraphes 192 à 204 et 475 de la décision de renvoi rendue dans
20 le cadre du dossier numéro 002 devraient être incluses dans le
21 cadre du premier procès dans le dossier numéro 002 afin que soit
22 incluses les allégations factuelles relatives au centre de
23 sécurité S-21.

24 [09.13.54]

25 La Chambre a considéré qu'il serait utile d'ajouter un certain

4

1 nombre d'autres paragraphes, dans un souci de cohérence par
2 rapport à cette demande d'extension, à savoir: les paragraphes
3 949 à 974, en plus des paragraphes 178 à 191, 207 à 209, 916 à
4 936, ainsi que les paragraphes 975 à 977. À la réunion de mise en
5 état d'août 2012, les coproccureurs ont semblé être d'accord avec
6 cette proposition même si l'ajout d'allégations factuelles
7 supplémentaires pourrait avoir une incidence sur le nombre de
8 témoins à entendre et de documents à produire aux débats.
9 En outre, et dans le cas où les coproccureurs demanderaient à
10 ajouter les allégations de violations graves des Conventions de
11 Genève en conséquence de l'examen des allégations factuelles
12 relatives au centre de sécurité S-21, ainsi qu'il a été suggéré à
13 l'audience d'hier, il serait nécessaire également d'examiner
14 d'autres allégations contenues dans certains paragraphes de la
15 décision de renvoi, par exemple: les paragraphes 150 à 155, 1480
16 à 1488, 1491 et 1492, 1498 à 1510 et 1515 à 1520. Cela
17 sous-entend qu'il faudra présenter éventuellement d'autres
18 éléments de preuve, particulièrement en ce qui concerne le
19 conflit armé et son caractère international.
20 [09.16.27]
21 La Chambre demande donc aux coproccureurs d'étudier ces questions
22 et de fournir une liste définitive de tous les paragraphes de la
23 décision de renvoi qu'ils proposent pour inclusion dans la portée
24 des poursuites dans le cadre du premier procès dans le dossier
25 numéro 002.

5

1 En conséquence de la décision de la Chambre de la Cour suprême,
2 la Chambre a déjà reçu de nombreuses demandes de la part des
3 parties en vue d'un renvoi de la procédure ou de
4 l'assouplissement de certains délais.

5 Toutes les parties sont invitées à faire part de leurs
6 observations concernant le calendrier proposé ci-dessous pour les
7 semaines à venir et la décision révisée qui sera rendue
8 relativement à une disjonction des poursuites, en tenant compte
9 des considérations suivantes.

10 Tout d'abord, l'état de santé des accusés est un facteur que la
11 Chambre de première instance considère, la Chambre de la Cour
12 suprême s'étant rangée à cet avis, comme étant un facteur
13 déterminant dans toute décision à prendre concernant la portée du
14 procès. Les experts médicaux doivent être entendus par la Chambre
15 à la mi-mars 2013, et leur rapport d'évaluation peut avoir une
16 incidence en ce qui concerne la détermination de la portée des
17 poursuites.

18 [09.18.16]

19 Deuxièmement, une décision écrite relative à la disjonction des
20 poursuites, dûment motivée, tel que requis par la Chambre de la
21 Cour suprême, ne sera vraisemblablement pas mise à disposition
22 dans les trois langues officielles des CETC avant deux à trois
23 semaines.

24 Troisièmement, la déposition du témoin expert Philip Short est
25 programmée la semaine prochaine, et celle du témoin expert

6

1 Elizabeth Becker est pour le moment prévue la semaine d'après. Il
2 faut rappeler que ces deux témoins experts sont rarement
3 disponibles et il faut aussi rappeler que la déposition
4 d'Elizabeth Becker a déjà été reportée deux fois. Si ces témoins
5 experts ne sont pas auditionnés ainsi qu'il est actuellement
6 prévu, il est probable que la Chambre sera privée de toute
7 opportunité de les entendre.

8 [09.19.39]

9 Finalement, la déposition des témoins devant comparaître avant
10 que soit rendue la décision écrite relative à la disjonction des
11 poursuites doit-elle être différée, ou, à titre subsidiaire, ces
12 témoins peuvent-ils déposer au moins en ce qui concerne la portée
13 du premier procès telle qu'elle était comprise par toutes les
14 parties avant l'annulation de l'ordonnance de disjonction et des
15 décisions s'y rapportant? La Chambre demande aux parties de faire
16 part de "son" point de vue en ce qui concerne les témoins
17 suivants qui doivent déposer très prochainement, à savoir: Philip
18 Short, Elizabeth Becker, TCW-724, TCW-794, TCW-100 et TCW-110.
19 Afin d'évaluer le plus précisément possible la durée de
20 prolongation des débats qui probablement s'ensuivra si la demande
21 des coprocurateurs visant à inclure l'examen des allégations
22 factuelles relatives au centre de sécurité S-21 est accueillie,
23 il est demandé aux parties de faire part de leurs positions sur
24 les points suivants.

25 [09.21.05]

7

1 Tout d'abord, les coprocurateurs ont estimé que le temps
2 supplémentaire nécessaire dans le cas de l'extension de la portée
3 du premier procès aux allégations factuelles relatives à S-21
4 correspondrait tout au plus à l'audition ou à une nouvelle
5 audition de cinq personnes, à savoir: Kaing Guek Eav, TCCP-21,
6 TCW-540, TCW-698 et TCW-232, nécessitant 11 journées d'audience
7 supplémentaires. Ils demandent également à produire
8 approximativement 200 documents de plus, ce qui nécessiterait la
9 tenue d'une audience supplémentaire consacrée à leur examen. La
10 Chambre demande aux procureurs de confirmer ces estimations et,
11 de plus, clarifier la question de savoir s'ils ont ou non
12 l'intention d'inclure les allégations factuelles relatives à S-24
13 - Prey Sar - dans le cadre de l'extension proposée de la portée
14 du procès.

15 [09.22.21]

16 Deuxièmement, l'hypothèse selon laquelle l'extension proposée
17 peut être réalisée moyennement... moyennant seulement un nombre
18 limité de journées d'audience supplémentaires dépend de
19 l'aptitude des accusés à participer au procès ou de leur
20 propension à renoncer à leur droit d'être présent au procès. La
21 Chambre relève que, pendant la plus grande partie des deux
22 derniers mois, un ou plusieurs des accusés ont été hospitalisés.
23 Les débats n'ont pu se poursuivre que parce que les accusés
24 avaient renoncé à leur droit d'être présent pour l'audition de...
25 à l'audience d'un petit nombre de personnes.

8

1 Les équipes de défense peuvent-elles indiquer si leurs clients
2 seraient disposés à renoncer à leur droit d'être présent au
3 procès dans le cas où les accusés ne soient pas en mesure de
4 participer aux débats et que les personnes susmentionnées devant
5 déposer au sujet du centre de sécurité S-21 comparaissent devant
6 la Chambre, à savoir les cinq personnes mentionnées ci-haut?

7 [09.23.46]

8 En dernier lieu, les coprocurateurs peuvent-ils préciser si
9 l'estimation du temps nécessaire pour mener à bien une nouvelle
10 phase du procès relative au centre de sécurité S-21 dépend du
11 versement aux débats de transcriptions de dépositions de témoins
12 faites dans le cadre du dossier numéro 001?

13 En fonction des critères dégagés par la Chambre de première
14 instance dans sa décision du 20 juin 2012, document E96/7, les
15 équipes de défense doivent préciser si elles s'opposeraient ou
16 non à l'admission en tant qu'éléments de preuve de transcriptions
17 de dépositions de témoins faites dans le cadre du dossier numéro
18 001 et relatives au centre de sécurité S-21. Les procureurs ainsi
19 que les coavocats principaux pour les parties civiles pourront
20 répondre aux équipes de défense... ou, plutôt, les procureurs
21 ainsi que les coavocats principaux pourront répondre à ce dernier
22 point par la suite.

23 J'aimerais maintenant laisser la parole à l'Accusation pour
24 répondre à l'ensemble des questions posées par la Chambre dans
25 son mémorandum. Vous avez la parole.

1 [09.25.05]

2 M. LYSAK:

3 Merci, Monsieur le Président. Bonjour à tous.

4 J'aimerais commencer par la première question du paragraphe 2 du
5 mémorandum, qui touche... enfin, qui nous demande de préciser les
6 paragraphes additionnels.

7 Comme il est indiqué dans votre mémorandum et comme nous avons
8 déjà indiqué à la Chambre l'année dernière dans... enfin, lors
9 des écritures que nous avons déposées pour la réunion de mise en
10 état d'août 2012, les paragraphes 415 à 475, qui sont des
11 paragraphes... des allégations factuelles relatives à S-21... En plus
12 de cela, si les allégations factuelles pour S-21 étaient retenues
13 par la Chambre, il faudrait ajouter les paragraphes suivants.
14 178 à 204. C'est la partie de l'ordonnance de clôture qui
15 explique les politiques découlant de l'entreprise criminelle
16 commune sur les centres de sécurité, l'exécution d'ennemis et les
17 purges.

18 Paragraphes 916 à 974 devraient aussi être inclus. 916 à 974, ce
19 sont les paragraphes relatifs à la participation de Nuon Chea
20 dans les centres de sécurité et les exécutions, notamment S-21.

21 [09.26.39]

22 Ensuite, paragraphes 1048 à 1089 seraient à inclure. Ce sont les
23 paragraphes portant sur la participation de Ieng Sary dans les
24 centres de sécurité et les exécutions, y compris à S-21.

25 Et, pour Khieu Samphan, les paragraphes pertinents sont 1172 à

10

1 1190.

2 Le mémorandum du... de mardi après-midi, que la... le Président
3 vient de lire, nous posait aussi la question suivante, à savoir
4 si les paragraphes 207 à 209, 916 à 936... 916 (sic) à 977 sont à
5 ajouter. La réponse est non car la Chambre les a déjà inclus dans
6 la portée du dossier 002/01. Je fais ici référence au document
7 E124/7.33 - E124/7.33. Vous verrez dans ce document que les
8 paragraphes que j'ai cités sont déjà inclus pour la portée
9 initiale du premier procès.

10 [09.28.12]

11 Pour ce qui est des allégations des violations graves et
12 l'existence... de la Convention de Genève et de l'existence d'un
13 conflit armé, nous sommes d'accord qu'il faut inclure la page
14 portant sur les allégations de conflit armé, que l'on retrouve
15 aux paragraphes 150 à 155, et les paragraphes pertinents montrant
16 les caractéristiques juridiques des violations graves, qui sont
17 les suivants... Enfin, nous avons quelques corrections à apporter
18 aux paragraphes qui sont indiqués dans votre mémorandum. Les
19 paragraphes qui, selon nous, devraient être inclus sont: 1480 à
20 1484, 1487 à 1488. 1485 et 1486, qui sont dans votre mémo, n'ont
21 pas à être inclus car ils portent sur d'autres sites de crimes et
22 la question des incursions au Vietnam.

23 Ensuite, les paragraphes 1491 à 1493 - une petite correction, car
24 dans le mémorandum, on proposait 1491 à 1492: les allégations
25 factuelles concernant S-21 vont jusqu'au paragraphe 1493. En plus

11

1 de ces paragraphes, 1498 à 1510 et 1515 à 1520.

2 [09.30.11]

3 Dans cette question, la Chambre demande aussi d'indiquer si

4 l'ajout de ces paragraphes aurait une incidence significative sur

5 le nombre de témoins à entendre et d'éléments de preuve à

6 examiner en plus de ce qui est déjà prévu. Notre réponse générale

7 est la suivante: non.

8 Je vais prendre des exemples pour vous montrer que les éléments

9 de preuve dont a besoin la Chambre pour se prononcer sur ces

10 faits sont soit déjà produits devant elle - et ici je pense aux

11 dépositions de témoins qui ont déjà été entendus, les documents

12 ont déjà été déclarés recevables - ou encore des éléments de

13 preuve qui seront recueillis par l'intermédiaire des témoins que

14 les parties proposent de citer à comparaître et qui ont été

15 acceptés par la Chambre dans le cadre du dossier 002/01.

16 La Chambre a soulevé un motif de préoccupation, et j'aimerais en

17 parler durant quelques instants. Compte tenu du temps de parole

18 qui m'a été alloué, je ne vais pas être aussi détaillé que

19 possible, mais j'aimerais prendre quelques paragraphes

20 supplémentaires pour vous faire comprendre pourquoi ils

21 n'entraîneraient pas nécessité d'en recueillir de nouveaux

22 éléments de preuve par rapport à ce qui a déjà été prévu.

23 [09.31.55]

24 À titre d'exemple, je vais prendre les paragraphes dont j'ai

25 signalé qu'ils devaient être ajoutés pour ce qui est de

12

1 l'entreprise criminelle commune pour les exécutions et centres de
2 sécurité. Si l'on prend ces paragraphes, on voit que les éléments
3 de preuve cités sont bien connus. Au début, il y a une répétition
4 des allégations générales qui avaient été incluses dans les
5 paragraphes 156 à 159 faisant déjà partie du dossier. Il est
6 question d'une politique générale en citant différentes
7 références, comme Duch, Chandler et l'"Étendard révolutionnaire".
8 Prenons 179. Il est question de la Constitution du Kampuchéa
9 démocratique, un document qui a été jugé recevable.
10 Ensuite, le paragraphe 180, je lis: "Le PCK identifiait par
11 divers moyens ceux qui s'étaient livrés à des actes contre
12 l'État, notamment en faisant rédiger des autobiographies et en
13 organisant des réunions d'autocritique."
14 [09.33.31]
15 Comme le sait la Chambre, cette question a été examinée
16 abondamment, dans ce procès, par rapport aux allégations
17 existantes du premier procès du dossier 002.
18 Plus loin dans ce paragraphe, il est question des modalités
19 générales d'interrogatoire et de torture. Tout cela se fonde sur
20 les dépositions de Duch.
21 Je passe à la partie intitulée "Dates et participation".
22 Même chose, paragraphe 182. Ici, ce sont des questions qui se
23 recoupent avec la section "Contexte historique de ce procès".
24 Cela a trait aux événements antérieurs à 75, que nous avons déjà
25 couverts. Il est question de Duch, il y a des PV de réunion de

13

1 l'état-major - j'ai fait un exposé là-dessus il y a quelques
2 semaines - et il y a la déposition de TCW-110, l'un des témoins
3 cités à comparaître prochainement, comme indiqué dans le
4 mémorandum de la Chambre.

5 [09.34.45]

6 Paragraphe suivant, 183. Il traite de la réunion de juillet 75, à
7 laquelle étaient présents beaucoup de membres de l'ARK. La
8 Chambre se souviendra que cette question a été couverte avec les
9 deux derniers témoins, des témoins militaires qui sont venus
10 déposer. Il y a une réunion dont il est question dans le numéro
11 d'août 75 de l'"Étendard révolutionnaire", document jugé
12 recevable. Ensuite, il est question de deux autres réunions de
13 l'ARK. À nouveau, ce sont des réunions de l'état-major qui sont
14 au dossier et que j'ai présentées à cette Chambre il y a quelques
15 semaines.

16 Paragraphe suivant, 184. Il porte sur des réunions du Comité
17 permanent auxquelles ces politiques ont été examinées. Le Comité
18 permanent et ces réunions sont des questions faisant déjà partie
19 du dossier 002/01, et ces documents sont déjà tous admis comme
20 éléments de preuve.

21 Les paragraphes suivants portent sur deux circulaires du Parti
22 datant de septembre 75. Cela a déjà été jugé recevable, cela a
23 été présenté.

24 [09.36.03]

25 Ensuite, 186. Ça concerne la décision du Comité central de mars

14

1 76 concernant le pouvoir d'ordonner des exécutions. À nouveau, ce
2 document a été jugé recevable. Il a été utilisé pour la
3 déposition de certains témoins, dont Duch et Chandler. Le reste
4 de ce paragraphe porte sur les différents organes du Kampuchéa
5 démocratique qui étaient... et sur leurs prérogatives en matière de
6 sécurité. Cela a été couvert dans le cadre de la section
7 "Structures hiérarchiques" du procès.
8 Ensuite, 187. Il est question de l'Assemblée des représentants du
9 peuple et de la réunion d'avril 76. Il y a un autre... c'est une
10 question dont est déjà saisie la Chambre et qui a été examinée
11 dans le cadre de l'interrogatoire de différents témoins.
12 Je pourrais poursuivre avec les paragraphes suivants, en prenant
13 par exemple le paragraphe 190, lequel porte sur une réunion du
14 Comité central de juin 78, avec un document contenant des
15 instructions qui constituaient une révision de la politique
16 applicable aux ennemis. Ce document a été jugé recevable. Il y a
17 deux témoins qui sont cités dans ce paragraphe. Ces deux témoins
18 ont été interrogés sur ce document, à savoir Duch et Sao Sarun.
19 [09.37.50]
20 Si j'ai présenté ces points, c'est parce que la Chambre a exprimé
21 des inquiétudes quant au fait de savoir si ces nouveaux
22 paragraphes appelleraient de nouveaux éléments de preuve. Je
23 pourrais passer en revue avec vous chacune de ces sections - en
24 fait, je l'ai fait pour d'autres -, mais, faute d'avoir assez de
25 temps, je vais passer à autre chose, à savoir la question du

15

1 conflit d'armée.

2 Cela dit, si la Chambre a des questions à poser sur le point... au
3 cas où il y aurait des doutes à dissiper, je suis prêt à passer
4 en revue les différents groupes de paragraphes à ajouter et je
5 vous apporterai la preuve que cela n'exigera pas l'ajout d'un
6 nombre significatif de nouveaux éléments de preuve.

7 Très brièvement, j'ajouterais une chose. Comme je l'ai indiqué,
8 ceci s'explique non pas parce que les parties dépassent le cadre
9 fixé par 002/01. La raison en est plutôt que ces questions
10 concernent des points déjà inclus: contexte historique,
11 communications, structures hiérarchiques.

12 À titre d'exemple, je vais citer certains des paragraphes faisant
13 déjà partie de l'ordonnance de clôture et portant sur ces
14 questions. Nous avons déjà couvert cela dans une bonne partie.

15 [09.39.32]

16 Par exemple, pour la partie "Contexte historique de l'ordonnance
17 de clôture", paragraphes 21 et 23, ici, il est question de
18 l'élaboration de la politique du PCK autorisant la violence
19 révolutionnaire pour l'élimination des ennemis.

20 Dans la partie "Structures administratives et communications", il
21 y a des allégations concernant les arrestations et exécutions de
22 membres du Comité central. Je vous renvoie aux paragraphes 38, 43
23 et 50.

24 Il y a question de l'autorité du Comité permanent d'ordonner
25 des arrestations au paragraphe 41. Y est inclus le rôle de S-71

16

1 pour la surveillance des membres du Parti qui étaient suspects et
2 pour procéder à des arrestations et transférer des gens vers
3 S-21. C'est le paragraphe 53.

4 Cette section inclut la question des rapports à l'intention du
5 Comité permanent concernant les ennemis, les traîtres, et il est
6 question de sécurité interne. C'est le paragraphe 76 à 77.

7 Il y est question de l'arrestation de cadres convoqués à Phnom
8 Penh pour des sessions d'étude, aux paragraphes 87 et 88.

9 [09.40.50]

10 Est incluse la question de la diffusion des aveux passés par des
11 prisonniers de guerre vietnamiens de S-21. C'est le paragraphe
12 112.

13 De même, la partie "Structure militaire", qui fait partie du
14 dossier 002/01, comporte "des allégations ayant trait à la
15 responsabilité de l'ARK en matière de défense du régime du PCK
16 face aux personnes perçues comme des ennemis ou des espions au
17 sein des forces armées du Parti et du pays dans son ensemble".

18 J'ai cité ici le paragraphe 117.

19 Est incluse la responsabilité du Comité militaire du Parti, y
20 compris Nuon Chea, pour ce qui est du fonctionnement de S-21. Je
21 vous renvoie aux paragraphes 122 et 123.

22 Sont inclus les rapports adressés au Centre, concernant la
23 découverte d'ennemis internes, au paragraphe 137.

24 Sont incluses les purges des ennemis internes menées sous les
25 ordres du Centre du PCK. C'est le paragraphe 146 à 149.

17

1 Est incluse l'utilisation de S-21 pour l'interrogatoire et
2 l'arrestation de traîtres supposés - paragraphe 145.
3 [09.42.20]

4 En bref, j'aimerais indiquer qu'il y a aussi des paragraphes,
5 dans la section sur le rôle des accusés, qui portent sur ces
6 points.

7 Par exemple, pour prendre Nuon Chea, les paragraphes 873 à 879;
8 ils font déjà partie du dossier 002/01. Cette section de
9 l'ordonnance est intitulée "Le Rôle de Nuon Chea pour ce qui est
10 de l'appareil de sécurité du PCK".

11 Voilà donc la raison pour laquelle, à nos yeux, S-21 et ces
12 questions peuvent faire l'objet d'un jugement. Nous pensons que
13 cela est gérable et qu'il ne faudra pas ajouter un nombre
14 considérable d'éléments de preuve.

15 Brièvement, sur la question du conflit armé, à présent.
16 [09.43.24]

17 Dans l'ordonnance de clôture, les nouveaux paragraphes sont assez
18 courts. En outre, ce sont des questions factuelles - on peut le
19 voir si l'on examine les notes de bas de page de l'ordonnance de
20 clôture - et qui sont utilisées sur la base de preuves
21 documentaires. La plupart des éléments de preuve cités dans
22 l'ordonnance de clôture sont des documents d'époque datant de la
23 période du Kampuchéa démocratique et qui prouvent l'existence
24 d'un conflit armé, par exemple des télégrammes et des rapports
25 adressés aux dirigeants de Phnom Penh au sujet du conflit avec

18

1 les forces vietnamiennes. Ce sont des documents qui ont été
2 produits devant la Chambre, d'ores et déjà, dans notre annexe 4.
3 Cette question est également démontrée par des PV de réunion du
4 Comité permanent et du Comité d'état-major. Il y a été question
5 du conflit dans une discussion de dirigeants. Nous avons déjà
6 déposé ces documents et nous les avons produits devant la Chambre
7 par l'annexe 3.
8 Sont également citées les déclarations du gouvernement du
9 Kampuchéa démocratique ainsi que les articles publiés par les
10 médias du gouvernement, documents de l'annexe 5.
11 [09.44.50]
12 Donc, il y a un grand corpus de pièces déjà produits devant la
13 Chambre. Je pourrais donner des chiffres. Il y a déjà, au total,
14 5 037 documents, à ce jour, qui soit portent une cote en E3 et
15 ont été jugés recevables ou qui ont été produits devant la
16 Chambre et qui ont fait l'objet d'un débat contradictoire. Parmi
17 ces documents, 694 contiennent des informations relatives au
18 conflit armé, y compris: 130 télégrammes et rapports envoyés aux
19 dirigeants à Phnom Penh; 15 déclarations publiées par le
20 gouvernement du Kampuchéa démocratique; 83 rapports des médias du
21 Kampuchéa démocratique; et 63 articles de la presse
22 internationale. Ce sont tous des documents d'époque qui font
23 partie du dossier et qui étayaient l'existence d'un conflit armé au
24 Vietnam, et ces mêmes documents démontrent que les accusés
25 étaient informés de l'existence de ce conflit car ils ont reçu

19

1 des rapports, ils se sont réunis pour en discuter lors de
2 réunion.

3 [09.46.16]

4 S'il y a encore des documents significatifs sur le conflit armé,
5 ils pourront être inclus parmi les documents supplémentaires que
6 nous présenterons au sujet de S-21. Comme je l'ai dit, nous
7 pourrions le faire dans un délai serré, au cas où la Chambre
8 rendrait une ordonnance incluant S-21.

9 Si l'on prend les éléments de preuve cités dans l'ordonnance de
10 clôture, on voit qu'on ne s'appuie guère sur les dépositions de
11 témoins. À nos yeux, la Chambre n'aurait pas besoin d'entendre de
12 nouveaux témoins au sujet du conflit armé précisément.

13 Premièrement, quand l'ordonnance de clôture cite des témoins,
14 certains d'entre eux ont déjà été entendus – par exemple Duch,
15 Suong Sikoeun – et il y a aussi un témoin dont la déposition est
16 proposée concernant S-21, TCW-540. En outre, il y a deux ou trois
17 témoins qui vont venir déposer prochainement sur les structures
18 militaires: TCW-110, TCW-253, TCW-398. Ce sont trois cadres
19 militaires qui étaient affectés au conflit frontalier avec le
20 Vietnam fin 77 début 78. Concernant, donc, ces paragraphes
21 supplémentaires, pour nous, juger ces éléments ne nécessitera pas
22 que la Chambre examine un grand nombre d'éléments de preuve
23 supplémentaires.

24 [09.48.14]

25 Très brièvement, quelques questions et propositions en matière de

20

1 logistique dans le but de gagner du temps.

2 Dans le passé, la Chambre a examiné séparément les notes de bas
3 de page de l'ordonnance de clôture et des paragraphes pertinents
4 pour examiner les documents cités et leur conférer une cote en
5 E3. Peut-être ne sera-t-il par nécessaire de le faire dans le cas
6 présent.

7 Au moment de déposer notre liste de documents, nous avons tout
8 d'abord examiné l'ordonnance de clôture en nous efforçant
9 d'inclure dans notre liste de document chaque document cité dans
10 l'ordonnance de clôture. Donc, peut-être que la Chambre a une
11 méthode, concernant les notes, qui lui permet d'aller vite. Si
12 tel n'est pas le cas, elle peut s'appuyer sur notre liste de
13 documents. Nous avons, dans cette liste, inclus tout ce qui est
14 cité dans l'ordonnance de clôture. Donc, si la Chambre perd du
15 temps lorsqu'elle doit examiner les différentes notes de bas de
16 page, elle peut au contraire s'appuyer sur ce que nous avons
17 déposé concernant les documents pertinents...

18 [09.49.56]

19 M. LE PRÉSIDENT:

20 En ce qui concerne le temps qui vous a été alloué, vous disposez
21 de 40 minutes. La Chambre a expressément alloué 40 minutes. La
22 Chambre entend recueillir l'avis des parties en cours de matinée
23 uniquement. La Chambre a demandé une liste de paragraphes précis.
24 Elle demande votre avis sur certains paragraphes bien précis,
25 également. L'Accusation est censée indiquer si les paragraphes en

21

1 question sont pertinents en cas d'extension de la portée du
2 procès. Vous êtes priés de vous exprimer à ce sujet précisément
3 afin de ne pas perdre de temps.

4 Pouvez-vous donc indiquer à la Chambre de combien de temps vous
5 avez besoin pour en parler? Il y aura ensuite d'autres questions
6 auxquelles l'Accusation devra répondre, en particulier la
7 dernière question, qui a fait l'objet de beaucoup de débats. La
8 Chambre souhaite disposer des éléments lui permettant de se
9 prononcer.

10 [09.51.25]

11 M. LYSAK:

12 Merci.

13 J'ai commencé à 9h25. Je vais essayer d'achever dans le délai de
14 40 minutes qui m'a été imparti. La première question est celle
15 qui prend le plus de temps. La réponse à donner est plus facile
16 pour les autres questions. Vous n'avez pas seulement demandé
17 quels sont les paragraphes à inclure. Vous n'avez pas seulement
18 demandé si l'inclusion exigerait d'examiner beaucoup d'autres
19 preuves. Ça, c'est une question complexe, et nous voulons nous
20 assurer que notre position est bien claire et nous voulons
21 expliquer nos raisons.

22 [09.52.06]

23 Je passe à présent à la question suivante posée par la Chambre.

24 Il s'agit de ce qu'il advient des comparutions de témoins en
25 attendant la décision de la Chambre sur la disjonction.

22

1 Des témoins... des experts médicaux vont devoir venir déposer. Cela
2 pourrait avoir une incidence. Cela dit, les experts ne pourront
3 nous dire que si les témoins sont actuellement aptes à être
4 jugés. Il est très peu probable que des experts médicaux puissent
5 faire des prévisions en disant, par exemple: les accusés
6 resteront aptes pendant encore deux mois, six mois, deux ans.
7 C'est certes un élément à prendre en considération, mais je ne
8 pense pas que cela doive retarder le déroulement des audiences.
9 Concernant Philip Short et Elizabeth Becker, dans son mémorandum,
10 la Chambre indique que la déposition de Philip Short est
11 programmée pour la semaine prochaine. Nous croyions comprendre
12 que, la semaine prochaine, il y avait des vacances judiciaires et
13 que Philip Short viendrait le 4 mars. Nous aimerions obtenir des
14 précisions. Est-ce que les choses ont changé? Est-ce que Philip
15 Short va déposer le 4 mars, ou bien est-ce que sa déposition a
16 été avancée à la semaine prochaine?

17 [09.54.00]

18 Quant au point de savoir s'il y a des raisons légitimes de
19 différer la déposition des témoins en attendant votre décision,
20 notre réponse est non, que du contraire, pour assurer la célérité
21 du procès, la Chambre devrait reprendre les dépositions de
22 témoins, dès que possible.

23 Concernant Short et Becker, la Chambre a déjà autorisé
24 l'interrogatoire de ces témoins sur l'ensemble de la portée du
25 dossier 002. Je vous renvoie au mémorandum de la Chambre, daté du

23

1 25 mai 2012, lequel portait sur quatre experts: Chandler, Short,
2 Becker et un autre expert dont la déposition n'a pas été
3 programmée. La Chambre énonce très clairement ce qui suit: "La
4 Chambre annonce aux parties qu'elle interrogera ces experts sur
5 toutes les questions sur lesquelles ils peuvent déposer dans le
6 cadre de l'ordonnance de clôture rendue dans le dossier 002."
7 [09.55.10]
8 Donc, quand Chandler est venu déposer, il a été interrogé sur
9 toute la portée du dossier 002.
10 La Chambre a déjà autorisé la même chose pour Short et Becker.
11 Comme ce sont des experts qui seront interrogés sur tout le
12 dossier 002, il n'y a aucune raison de différer leurs
13 dépositions.
14 En ce qui concerne TCW-724 et 794, nous avons été surpris de voir
15 qu'ils étaient inclus dans la liste. La Chambre se souviendra
16 qu'en août 2012, à la réunion de mise en état, les parties ont
17 été invitées à proposer des témoins, concernant la phase 1, qui
18 ne devraient pas être entendus, d'après eux. Dans le document
19 E/236, paragraphe 2, on indique les résultats de cette
20 discussion. À la réunion, nous avons dit que ces deux témoins ne
21 devaient pas être entendus, et personne ne s'y est opposé, donc
22 nous nous demandons la raison de la présence de ces témoins dans
23 cette liste. Peut-être est-ce une erreur. En effet, ces personnes
24 ne faisaient pas partie des listes de témoins qui viendraient
25 comparaître prochainement. Peut-être que la Chambre souhaite

24

1 malgré tout entendre ces deux témoins, mais, pour nous, il n'est
2 pas nécessaire de les entendre. S'ils sont entendus, toutefois,
3 TCW-724 est un témoin d'un âge très avancé, et donc il entrerait
4 dans la catégorie des gens qui peuvent être interrogés sur
5 l'ensemble du dossier 002.

6 [09.57.32]

7 Concernant les deux autres témoins, nous croyons ici aussi que la
8 Chambre devrait les entendre. Si la Chambre rend une décision
9 dans deux ou trois semaines, il est probable que ces deux témoins
10 viendront après cela. Dans le cas contraire, notre position
11 consiste à dire que les parties devraient les interroger sur
12 l'ensemble du dossier 002, mais dans le même délai que déjà fixé
13 par la Chambre, sans allocation de temps supplémentaire.

14 J'en viens au dernier groupe de questions du mémorandum. Il nous
15 est demandé de confirmer nos prévisions concernant le temps
16 nécessaire pour les témoins proposés sur S-21 ainsi que le nombre
17 de documents.

18 Le nombre de 200 représente les listes et les aveux de S-21.

19 Comme je l'ai dit, 600 de ces documents ont déjà été jugés
20 recevables; il en reste 200. Comme je l'ai dit, il y aura encore
21 d'autres documents divers, en plus de ceux-là. Notre estimation,
22 c'est maximum 250 documents.

23 [09.59.00]

24 Est-ce que les coprocurateurs veulent ajouter S-24? La réponse est
25 non. Cela est un aspect distinct de l'ordonnance de clôture dont

25

1 nous ne proposons pas l'inclusion.

2 Question numéro 2 du paragraphe 4, à présent. Il s'agit du nombre
3 de journées d'audience, dans le contexte de l'état de santé des
4 accusés. Cela, bien sûr, nous préoccupe tous, et cela vaut pour
5 tous les aspects de ce procès. Si, pour une raison ou une autre,
6 les accusés ne sont pas en mesure de continuer à participer au
7 procès en raison de leur état de santé, alors la vérité, c'est
8 que nous ne pourrons achever aucune partie du procès. Nous
9 espérons que ce ne sera pas le cas. Nous allons entendre l'avis
10 des experts, bien sûr. Ces deux derniers mois constituent, au
11 Cambodge, la saison fraîche. C'est sûrement une période
12 difficile, surtout pour les personnes âgées. Khieu Samphan
13 lui-même, qui est en assez bonne santé, est tombé malade.
14 En fin de compte, ajouter des allégations factuelles relatives à
15 S-21 ne change pas le calendrier. Nous ne savons tout simplement
16 pas pendant combien de temps les accusés pourront participer. Ce
17 que nous savons, c'est que nous devons nous assurer que ce procès
18 soit suffisamment représentatif pour qu'il soit en conformité
19 avec la décision de la Chambre de la Cour suprême.

20 [10.00.47]

21 La dernière question qui nous a été posée, c'était si nous
22 pouvions préciser si l'estimation du temps nécessaire pour mener
23 à bien une nouvelle phase du procès dépendait du versement des
24 transcriptions des dépositions, mais la réponse est non.

25 Et, pour utiliser les dernières minutes qui me restent,

26

1 j'aimerais vous donner un peu d'explication à propos, justement,
2 de ces transcriptions.

3 Lorsqu'on a discuté de cela pour la première fois, en août 2012,
4 la Chambre de première... la Chambre de la première instance avait
5 dit qu'il n'y avait nul besoin de faire comparaître quelque
6 témoin que ce soit sur S-21 car la Chambre pouvait justement
7 porter son attention aux transcriptions des documents, et ce, en
8 conformité avec sa décision sur les documents écrits.

9 [10.01.45]

10 Nous avons fait valoir qu'il est important d'entendre un certain
11 nombre minimum de témoins, notamment Duch et les quatre autres,
12 mais ce que la Chambre a indiqué dans son document demeure vrai,
13 à savoir que, en conformité avec sa décision E96/7, la Chambre de
14 première instance pourra utiliser les dépositions de documents...
15 ou, plutôt, de déclarations où il n'est pas questions des actes
16 des accusés, mais si... mais celles qui sont de caractère
17 cumulatif. Et les témoins dans le dossier 01 savent satisfaire à
18 la même norme: ce sont des gens qui doivent... qui ont déjà
19 comparu, et il n'y a aucune question quant à la recevabilité de
20 leur déposition. Et, sinon, on ne peut se servir de ces
21 dépositions de témoins pour les actes, les rôles des accusés,
22 mais elles peuvent servir pour d'autres allégations factuelles
23 relatives à S-21. Donc, la réponse courte est non, à votre
24 question, et votre décision quant à... quant aux... à la recevabilité
25 de ces documents n'aura aucun impact sur les témoins à entendre.

27

1 [10.03.29]

2 M. LE PRÉSIDENT:

3 Oui, la parole est à la juge Fenz.

4 Mme LA JUGE FENZ:

5 J'aimerais demander au procureur s'il ne pense pas que c'est un
6 facteur important... des experts médicaux... sur le sujet des experts
7 médicaux. Et, bien entendu, il s'agit d'établir les fondements
8 sur lesquels pourra... une décision sur l'aptitude pourra être
9 écrite. Il est possible que les experts médicaux disent: en
10 effet, les accusés sont aptes, mais ils ne peuvent participer que
11 pendant une demi-journée ou trois jours par semaine.

12 Les procureurs ne seraient-ils pas d'accord que, dans de telles
13 circonstances, l'expertise médicale est un facteur déterminant
14 pour toute décision de la Chambre à prendre sur la disjonction?
15 Car cela pourrait avoir une incidence importante sur l'évaluation
16 d'une prolongation du temps du procès, ou du moins une possible
17 extension du procès.

18 [10.04.35]

19 M. LYSAK:

20 En effet, il est possible que les experts recommandent que les
21 accusés ne participent que pendant des demi-journées. Ma... mais ce
22 que j'essaie de vous dire, c'est que ces experts ne pourront
23 jamais vous dire s'ils pourront continuer à être apte pendant six
24 mois, un an, deux ans, et donc ces experts médicaux ne pourront
25 pas vous dire quand nous pourrons achever.

28

1 M. LE PRÉSIDENT:

2 Il n'y a pas d'interprétation... en khmer, du moins.

3 Huissier d'audience, veuillez prendre contact avec les
4 interprètes pour voir s'il y a un problème technique.

5 (Courte pause)

6 [10.06.36]

7 Oui, vous pouvez poursuivre, Monsieur le procureur. Pouvez-vous
8 répéter ce que vous avez dit? Car nous n'avons pas entendu
9 l'interprétation en khmer.

10 M. LYSAK:

11 Merci, Monsieur le Président.

12 Eh bien, ma réponse à la juge Fenz était la suivante: oui, il est
13 possible que les experts médicaux nous fassent part
14 d'informations qui sont des facteurs importants, mais il est peu
15 probable que les experts médicaux... même s'ils suggèrent que les
16 accusés ne participent que pendant des demi-journées, ils ne
17 pourront pas nous dire si cela durera six mois, un an, deux ans.
18 Ils ne pourront pas répondre à la question à savoir de combien de
19 temps... combien de temps nous reste-t-il avant de terminer ce
20 procès. Et donc, même si leurs avis médicaux sont intéressants,
21 je ne pense pas que ce soit un facteur déterminant sur cette
22 question.

23 [10.07.41]

24 M. LE PRÉSIDENT:

25 Monsieur le procureur, vous ne semblez pas avoir donné une

29

1 réponse claire à une de nos questions, car, lors des audiences du
2 18 février 2013, l'Accusation avait demandé à ce que soient
3 incluses dans la portée du procès les allégations factuelles
4 relatives à S-21 ainsi que la violation grave de Genève, en
5 relation toujours avec S-21, et que... vous aviez suggéré le
6 chiffre de 11 journées d'audience supplémentaires pour cela. Nous
7 vous avons posé une question supplémentaire à ce sujet. Donc,
8 nous vous avons posé une question supplémentaire. Vous avez dit
9 qu'il fallait ajouter certains paragraphes de l'ordonnance de
10 clôture.

11 [10.09.12]

12 Et, quant aux documents, le 18 février, vous avez dit qu'il y
13 aurait environ 200 documents de plus. Vous venez de dire que ça
14 pourrait être... ça pourrait aller jusqu'à 250 documents de plus,
15 et c'est possible qu'il soit nécessaire de tenir une audience
16 consacrée à l'examen de ces documents, et c'est pourquoi nous
17 voulions avoir vos observations sur l'élargissement du champ du
18 procès pour inclure les allégations factuelles relatives à S-21
19 et les violations graves de la Convention de Genève, toujours en
20 lien avec S-21. Et nous cherchons à savoir si cette estimation,
21 11 journées d'audience... votre estimation demeure-t-elle, ou ce
22 chiffre peut-il être changé? Et c'est bien sûr pertinent pour les
23 autres parties. Pour l'instant, vous pensez que cela en prendra
24 11, mais en réalité ça en prendra 30, et cela a bien sûr une
25 incidence sur calendrier des audiences.

30

1 Pouvez-vous nous dire, de combien de journées d'audience
2 avez-vous réellement besoin pour l'élargissement? Et c'est un peu
3 ce que nous cherchons à savoir de la part du Bureau des
4 coprocurateurs aujourd'hui.

5 [10.11.00]

6 M. LYSAK:

7 Laissez-moi être clair, Monsieur le Président. Onze journées
8 d'audience, c'était pour l'audition des cinq témoins proposés. La
9 Chambre, dans son pouvoir discrétionnaire, a la possibilité
10 d'imposer des limites de temps de parole, et nous n'avons pas de
11 raison de croire que cela pourrait prendre plus de 11 journées, à
12 partir du moment où les parties se conforment aux temps de
13 limite... aux temps de parole imposés par la Chambre.

14 Pour ce qui est, ensuite, des 200 quelque documents, c'est
15 exactement le même type de documents qui ont déjà été jugé
16 recevables après débat. Je ne pense donc pas que ce serait une
17 audience sur les documents bien longue; sans doute, une seule
18 journée d'audience suffirait, et peut-être moins.

19 [10.11.52]

20 Pour ce qui est du reste, cela dépendra des témoins légitimes à
21 proposer que la Chambre jugerait nécessaire. Donc au total, cela
22 durerait 12 jours. Si vous voulez ajouter quatre jours de plus
23 pour des témoins proposés par la Défense, cela... bon, on irait
24 jusqu'à 16 jours. Ce sont bien sûr des questions que la Chambre...
25 enfin, qui relèvent du pouvoir d'appréciation de la Chambre et

31

1 qui pourra fluctuer tout dépendant ce que vous décidez, mais nous
2 avons proposé 11 journées pour les cinq témoins et une journée
3 pour les documents.

4 M. LE PRÉSIDENT:

5 Merci au procureur. Vous pouvez vous rasseoir.

6 Nous souhaitons laisser à présent la parole à la partie civile.

7 Me SIMONNEAU-FORT:

8 Bonjour, Monsieur le Président. Bonjour à Madame et Messieurs les
9 juges, et bonjour à tous.

10 Je vais laisser la parole à ma consœur Lyma Nguyen pour répondre
11 aux questions 3 et 4 puis je répondrai très rapidement aux autres
12 questions, en complément de ce qu'ont indiqué MM. les procureurs.
13 Merci.

14 M. LE PRÉSIDENT:

15 Allez-y, Maître.

16 [10.13.19]

17 Me NGUYEN:

18 Je vais répondre aux questions 3 et 4 du paragraphe 3 de votre
19 mémo supplémentaire, concernant la comparution de témoins et le...
20 enfin, par rapport à la décision de disjonction qui, vous avez
21 dit, prendra deux ou trois semaines. Donc, la question est de
22 savoir... de faire comparaître des témoins dans un contexte où les
23 allégations factuelles sont incertaines.

24 Deux questions viennent à l'esprit. La première: quel est le
25 préjudice, s'il y en a, qui est encouru par une partie si un

1 témoin est entendu avant même que l'on connaisse la portée du
2 procès? Deuxième question qui vient à l'esprit: quelle est
3 l'incidence de faire comparaître des témoins avant que soit
4 rendue l'ordonnance de disjonction?
5 Tout d'abord, cela pourrait être indésirable, inconvenient,
6 incommode, et il y aurait des difficultés logistiques découlant
7 du besoin possible de faire recomparaître ces personnes, les
8 témoins experts, en particulier, qui résident à l'étranger et qui
9 sont très occupés Il serait très incommode d'avoir une
10 comparution prévue pour ensuite se la voir reporter. Elizabeth...
11 non, en fait, cela fait au moins quatre fois qu'Elizabeth Becker...
12 que la comparution d'Elizabeth Becker a été reportée, et c'est de
13 même pour Philip Short.
14 [10.14.52]
15 Il est bien sûr très important d'entendre ces experts car ils ont
16 des connaissances précises et spécialisées sur des parties
17 distinctes de l'histoire du Cambodge et contribuent à
18 l'établissement des faits dans ce procès.
19 En réponse au point 3 du paragraphe 3 de votre mémoire, les
20 questions supplémentaires, ce serait un résultat très décevant,
21 une véritable perte s'il n'était pas possible d'entendre ces
22 témoins... ces experts.
23 En réponse maintenant au paragraphe 4 de votre mémorandum, les
24 parties civiles sont donc d'avis qu'il faut faire une différence
25 entre les témoins ordinaires et les témoins de faits car cela a

33

1 un impact sur la portée de leurs témoignages.

2 [10.15.48]

3 Le 15... le 5 juillet 2012, la décision E2/115 dont le titre était
4 "Décision sur la désignation d'experts" et dans laquelle vous
5 faisiez référence à une décision précédente, étant le fait que
6 des témoins experts peuvent comparaître et déposer sur tout le
7 dossier numéro 2, au paragraphe 4 de cette décision, la Chambre a
8 écrit que, "considérant que ces personnes avaient été proposées
9 comme experts avant la disjonction du dossier 2 en plusieurs
10 procès et soucieuse d'éviter qu'elles ne doivent comparaître plus
11 d'une fois alors que cela ne serait pas nécessaire, la Chambre
12 avait précédemment décidé qu'elles pouvaient être interrogés sur
13 toutes les questions relevant de leur domaine de connaissance ou
14 d'expertise et qui s'avèrent pertinentes au regard de l'ensemble
15 de l'ordonnance de clôture dans le dossier 2".

16 Cela étant, compte tenu du souci de la Chambre d'assurer la
17 conduite d'un procès rapide et du fait que les dispenses
18 antérieurement accordées pour interroger au-delà des limites du
19 premier procès ait fréquemment conduit à de longs
20 interrogatoires, il est rappelé aux parties que leurs questions
21 doivent continuer de porter essentiellement sur les sujets
22 intéressant le premier procès.

23 [10.16.56]

24 M. LE PRÉSIDENT:

25 Maître, veuillez, je vous prie, parler moins vite.

1 Me NGUYEN:

2 Oui, je regrette.

3 En résumé, comme les procureurs l'ont déjà dit en référence au
4 mémo du 25 mai 2012 et compte tenu de cette décision du 5 juillet
5 2012, toutes les parties ont été notifiées qu'elles pouvaient
6 préparer l'interrogatoire des experts sur l'ensemble du dossier
7 002.

8 Et, comme les procureurs l'ont aussi rappelé, nous l'avons déjà
9 vu avec David Chandler, qui, le 25 juillet 2012, a déposé sur le
10 génocide des Vietnamiens, ce qui est certainement à l'extérieur
11 du champ du procès 002/01. C'est pertinent pour les politiques
12 découlant de l'entreprise criminelle commune, mais aussi est
13 pertinent pour certaines parties de l'ordonnance de clôture. Et
14 donc il est possible d'interroger les experts sur toutes les
15 parties de l'ordonnance de clôture.

16 [10.18.14]

17 Quant au préjudice encouru à faire comparaître ces témoins avant
18 la... que soit rendue l'ordonnance de disjonction, cela... cela vient
19 réduire le préjudice encouru, mais il y a un certain préjudice
20 encouru par toutes les parties car la portée exacte ou le champ
21 exact du procès ne sera pas connu, et c'est déplorable.

22 Les parties civiles considèrent qu'il serait dans l'intérêt d'une
23 gestion du procès efficace et dans l'intérêt de la justice que la
24 Chambre rende un sommaire de sa décision sur la disjonction et le
25 champ du procès, et cette notification de votre décision devrait

35

1 être rendue dès que la Chambre se sera mise d'accord sur
2 l'essence de la disjonction et avant la comparution des témoins.
3 La Chambre pourra par la suite rendre sa décision motivée dans
4 les trois langues. Ce n'est pas une situation idéale, mais selon
5 nous, c'est l'approche la plus pratique, et elle permettra
6 d'éviter les retards indus entre le moment où les témoins
7 comparaitront et le moment où la décision motivée sera rendue,
8 cela réduira le préjudice pour les témoins, cela permettra aussi
9 de mieux cibler l'interrogatoire des experts et cela aussi
10 évitera que... de faire comparaître à nouveau des témoins
11 susceptibles de déposer sur les faits et aussi pour les témoins
12 de personnalité qui, selon la Chambre, peuvent aussi... sont aussi
13 susceptibles de déposer sur les allégations factuelles.

14 [10.20.19]

15 Il serait prudent, selon nous, de réviser les temps de parole
16 accordés aux parties pour l'interrogatoire de ces témoins.

17 Voici ce que les parties civiles avaient à répondre sur ces deux
18 points.

19 Me SIMONNEAU-FORT:

20 Très rapidement, Monsieur le Président, sur les autres points qui
21 sont, si je ne me trompe pas, actuellement au nombre de deux.

22 Je vais répondre à la question 1 de votre point 4, qui concerne
23 les fameux 11 jours proposés par les procureurs. Je dirais que je
24 comprends l'inquiétude de votre Chambre, qui pense que 11 jours
25 pourraient être un peu courts, et je crois qu'il vaut mieux en

36

1 discuter maintenant plutôt que d'en discuter une fois que nous
2 serons à ces fameux 11 jours, et... pour éviter, notamment, que les
3 temps, à ce moment-là, soient limités d'une façon qui serait
4 contraire aux intérêts de certains, et en particulier des parties
5 civiles.

6 [10.21.25]

7 Donc, j'ai bien entendu que M. le procureur disait qu'il avait
8 besoin de 11 jours pour entendre les personnes qu'il propose,
9 plus un jour pour les documents. Ça ne pose aucun problème.

10 J'ai entendu aussi que M. le procureur proposait éventuellement
11 un jour supplémentaire pour les documents de la Défense.

12 Et, puisqu'il n'en n'a pas été question, je vais parler, en ce
13 qui me concerne, des documents et des personnes qui pourraient
14 être proposées par les parties civiles.

15 Je crois que, très raisonnablement et par respect pour les
16 parties civiles, et surtout en tenant compte ce qu'elles peuvent
17 apporter factuellement, il est quand même important que nous

18 puissions faire entendre quelques parties civiles. Quand je dis

19 "quelques", c'est un nombre très restreint, c'est-à-dire

20 peut-être deux ou trois, mais je crois vraiment qu'il serait

21 injuste, et anormal, et non productif, si nous débattons de S-21,

22 de ne pas prévoir deux ou trois parties civiles supplémentaires,

23 en plus de celle qui a été proposée par MM. les procureurs.

24 [10.22.30]

25 Donc, je demande instamment à la Cour de considérer

37

1 raisonnablement, encore une fois, que les parties civiles
2 souhaitent aussi proposer des parties civiles pour S-21. Nous
3 avons dit que nous serions en mesure de le faire très rapidement.
4 Ce serait un nombre vraiment très restreint, mais ça suppose
5 quand même au minimum trois jours supplémentaires d'audience. Et
6 je ne crois pas que, en formulant cette demande, j'exagère et
7 j'abuse de notre droit. Donc, je voudrais qu'ils soient pris en
8 compte maintenant, ces jours supplémentaires dont nous avons
9 évidemment besoin dans l'intérêt du procès et dans l'intérêt de
10 la partie que nous défendons. Ça, c'est pour le point numéro 1.
11 Je crois que nous n'avons rien à dire en ce qui concerne le point
12 numéro 2, puisqu'il appartient évidemment à la Défense d'y
13 répondre.
14 [10.23.24]
15 En ce qui concerne le point numéro 3... la réponse numéro 3 de
16 votre point numéro 4, votre Chambre a déjà apporté une réponse
17 assez développée dans la décision E96/7 sur les transcripts.
18 Donc, en ce qui nous concerne, cette position, cette décision de
19 la Chambre nous paraît devoir tout simplement être appliquée. Et
20 je préférerais, en ce qui me concerne, attendre que les équipes
21 de défense prennent positions, comme la Chambre l'a prévu, et que
22 nous puissions ensuite répondre aux équipes de défense. C'est ce
23 qui est prévu dans votre mémorandum. Et je souhaiterais donc
24 pouvoir éventuellement répondre. Je suppose que MM. les
25 procureurs souhaiteront également répondre à la position des

38

1 équipes de défense. Donc, je n'ajouterais rien pour le moment sur
2 ce sujet et je réserve ma réponse après.

3 Merci.

4 M. LE PRÉSIDENT:

5 Merci.

6 Le moment est venu de prendre une pause. Nous allons marquer une
7 pause de 20 minutes et nous reprendrons donc à moins le quart.

8 L'audience est suspendue.

9 (Suspension de l'audience: 10h24)

10 (Reprise de l'audience: 10h49)

11 M. LE PRÉSIDENT:

12 Veuillez vous asseoir. Reprise de l'audience.

13 À présent, la parole va être donnée à la défense de Nuon Chea,
14 qui pourra répondre aux questions posées. Je vous en prie.

15 [10.51.00]

16 Me KOPPE:

17 Merci, Monsieur le Président. Mesdames, Messieurs les juges,
18 bonjour. Bonjour, chers confrères. Nous serons brefs aujourd'hui.
19 Nous n'avons pas d'observation ou de conclusion, à ce stade, sur
20 le point de savoir quels paragraphes précis de l'ordonnance de
21 clôture devraient être ajoutés à la portée du procès, donc pas de
22 conclusion précise concernant le paragraphe 2 du mémorandum de la
23 Chambre.

24 En ce qui concerne le paragraphe 3, nous répétons ce que nous
25 avons dit hier. Hier, nous avons dit que, pour nous, aucun témoin

39

1 ne devrait être entendu tant que la Chambre n'aura pas rendu sa
2 décision concernant la portée du procès. Si des témoins sont déjà
3 programmés, et dont on pense que sa déposition pourrait porter
4 sur des questions qui n'étaient pas auparavant inscrites dans le
5 cadre du procès numéro 1, toute déposition de ce type devrait
6 être reportée pour que les parties puissent s'adapter.

7 [10.52.25]

8 Concrètement, pour ce qui est des questions posées aux alinéas 3
9 et 4 du paragraphe 3, notre position consiste à dire qu'on ne
10 saurait entendre les témoins Short et Becker ni TCW-724, 794, 100
11 et 110... donc pas de déposition de ces témoins experts tant que la
12 Chambre n'aura pas rendu sa décision.

13 Deux petites demandes d'éclaircissement, à présent.

14 Dans le mémorandum, la Chambre indique qu'il pourrait y avoir des
15 problèmes concernant les deux experts, Short et Becker, des
16 problèmes à les faire venir déposer. Nous croyons comprendre que
17 leur déposition a été reprogrammée à plusieurs reprises et que,
18 peut-être, ils en ont assez; peut-être qu'ils ne veulent plus
19 déposer. Nous n'en savons rien, mais nous aimerions obtenir des
20 éclaircissements.

21 [10.53.47]

22 Par rapport à ce qu'a dit l'Accusation quant à la déposition de
23 Philip Short, le mémorandum indique que c'est pour la semaine
24 prochaine, mais, nous aussi, nous pensions que la semaine
25 prochaine, ce seraient des vacances judiciaires, sans déposition

40

1 de témoins experts.

2 Je reviens à présent au paragraphe 1 du paragraphe (sic) 3. C'est
3 la question de la santé de notre client. Comme M. Lysak, je crois
4 effectivement que les experts pourront seulement dire si nos
5 clients sont aptes actuellement; ils n'auront pas proposé de
6 prévision quant à l'aptitude de nos clients à l'avenir. Ce que je
7 peux dire, c'est que l'état de santé de notre client s'améliore;
8 nous en sommes ravis. Comme je l'ai déjà dit, il était sur le
9 point d'agoniser. Dans cette vie, nous avançons tous vers la
10 mort, certes, mais, pour lui, ce rythme s'est ralenti,
11 heureusement. Il espère être pleinement apte dès que possible.
12 Apparemment, il se remet dans les délais habituels en cas de
13 bronchite - quatre à six semaines -, et, après s'être remis, il
14 espère pouvoir participer pleinement au procès.

15 [10.55.40]

16 Je passe à présent au paragraphe 4 du mémorandum.

17 Comme vous le savez, lorsqu' il était hospitalisé, notre client a
18 renoncé à son droit à être présent pour la déposition de certains
19 témoins, et ce, à deux ou trois reprises. Cela pourrait être le
20 cas dans le cas de S-21 si, effectivement, la Chambre se prononce
21 dans ce sens. Il est peu probable qu'il renonce à son droit pour
22 d'autres témoins, mais nous verrons bien, le moment venu.

23 En outre - et ici je réponds aussi à l'intervention faite hier
24 par le coprocureur -, au mois d'août, nous avons déposé une
25 liste de 31 témoins potentiels pour le cas où S-21 serait ajouté

41

1 aux allégations factuelles du procès. Actuellement, nous
2 examinons cette liste, et il n'est pas improbable que le nombre
3 de témoins de cette liste ne se trouve réduit, mais il a été
4 impossible de donner une réponse définitive à ce sujet car nous
5 n'avons pas pu consulter notre client là-dessus car nous avons eu
6 peu de temps pour discuter avec lui après son retour à la prison.
7 Nous y reviendrons, toutefois. Mais, pour nous, il ne convient
8 pas d'inclure S-21 dans la portée du procès. À titre subsidiaire,
9 si cela est décidé, nous allons réviser notre liste de témoins
10 assez rapidement après que la Chambre aura rendu sa décision.

11 [10.57.53]

12 Je passe au dernier point du paragraphe 4. Il s'agit du versement
13 aux débats de transcriptions de dépositions de témoin sur S-21.
14 Si nous contestons l'admission de ces transcriptions, eh bien,
15 cela dépendra des éléments de preuve contenus dans ces
16 transcriptions. Nous sommes pleinement conscients de votre
17 décision. Nous allons, le cas échant, formuler des objections en
18 fonction des éléments de preuve concrets contenus dans ces
19 transcriptions.

20 M. LE PRÉSIDENT:

21 Merci, Maître.

22 La parole est à présent donnée à la défense de Ieng Sary.

23 Me KARNAVAS:

24 Bonjour, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les juges.

25 Bonjour à tous. À nouveau, merci de nous donner l'occasion de

1 répondre à ces questions.

2 [10.59.06]

3 Commençons par le paragraphe 3, avec la première question
4 soulevée. Ma lecture de la question est la suivante: vous nous
5 demandez quel serait l'impact de l'expertise médicale sur le
6 calendrier ou sur la portée du procès.

7 Voici notre position. D'abord, il faudra avoir les rapports
8 médicaux. Les juges aussi devront les avoir sous les yeux. Et,
9 après cela, la Chambre sera mieux à même de savoir quelle est
10 leur situation actuelle et de savoir quelles sont les prévisions
11 pour l'avenir. La Chambre connaîtra aussi les recommandations des
12 experts, et donc la question de la juge Fenz m'a semblé tout à
13 fait pertinente. Elle s'est demandé si peut-être il faudrait y
14 avoir des demi-journées, trois jours d'audience par semaine. Il
15 faut donc attendre le point de vue des experts médicaux. Dans
16 l'intervalle, pour nous, la Chambre n'est pas en mesure de
17 répondre pleinement à cette question, d'autant plus que la Cour
18 suprême a dit que c'était là l'un des facteurs déterminants au
19 moment de fixer la portée du procès dans l'ordonnance de
20 disjonction.

21 [11.00.39]

22 Maintenant, la deuxième question du troisième paragraphe. Enfin,
23 ce n'est pas vraiment une question, c'est plutôt un énoncé. Nous
24 sommes d'avis que deux à trois semaines, c'est assez ambitieux de
25 la part de la Chambre, en particulier si elle doit établir un

43

1 plan. Que vous choisissiez l'option numéro 1 ou l'option 2, vous
2 devez établir un plan - je ne vais pas répéter ce que j'ai déjà
3 dit - et vous allez devoir entendre les arguments des parties
4 là-dessus. Je ne crois pas que vous puissiez tout simplement
5 laisser en suspens les parties de l'ordonnance de clôture qui ne
6 seront pas retenues pour le procès à un an ou une période non
7 déterminée après le prononcé du jugement. Donc, je pense que
8 votre décision devra prendre au moins un mois. Et je suis d'avis...
9 nous sommes d'avis qu'une décision motivée doit être rendue avant
10 que l'on fasse quoi que ce soit d'autre.

11 [11.01.44]

12 Et c'est pour une raison très... bien simple. Il est facile de
13 rendre une décision, mais ce sont les motifs de cette décision ou
14 l'insuffisance supposée de tels motifs qui fait en sorte que nous
15 sommes là aujourd'hui. Donc, vous ne pouvez pas simplement dire...
16 vous ne pouvez pas vous attendre à ce que l'on se dise: bon, on
17 acceptera les motifs lorsqu'ils viendront. Ce n'est pas possible.
18 Si vous choisissez l'option numéro 1 et, si j'ose dire, l'option
19 2, que se passe-t-il si vos motifs ne sont pas acceptables? Donc,
20 de dire: donnez-nous un résumé, rendez la décision plus tard,
21 elle sera toujours susceptible d'appel, et il y aura d'autres
22 retards par la suite, donc je ne pense pas que ce soit une bonne
23 idée.

24 Gardez à l'esprit que la Défense n'a pas interjeté appel de votre
25 ordonnance de disjonction. En fait, nous l'appuyons. Et, si vous

44

1 lisez soigneusement ma réponse à l'appel, j'ai formulé des
2 critiques assez sérieuses sur la façon dont les procureurs ont
3 interprété votre décision et les principes de droit sur lesquels
4 elle était fondée.

5 [11.03.06]

6 Pour ce qui est de la comparution de Short et de Becker, je
7 débiterai mes remarques en disant que ce sont des journalistes
8 qui ont écrit des ouvrages; ce ne sont pas des experts. Enfin, on
9 peut leur donner l'étiquette d'expert, mais ce ne sont
10 nécessairement des experts. Il est possible qu'ils aient des
11 choses à dire qui contribueront aux débats, mais nous sommes
12 d'avis que cela doit être fondé sur ce qu'ils savent, et pas
13 simplement ce qu'ils ont lu dans des ouvrages savants et qu'ils
14 ont reformulé à leur sauce.

15 En particulier sur le sujet d'Elizabeth Becker, il est bien connu
16 qu'elle vient souvent au Cambodge, et donc, certes, il peut être
17 incommode pour elle de voir sa comparution reportée, mais, à ce
18 que je sache, elle semble bien aimer venir au Cambodge et vient
19 ici assez souvent. Elle a des liens avec des ONG ici. Je pense
20 donc, compte tenu de la notoriété internationale de ce procès, du
21 fait que l'on discute de son ouvrage - ce qui pourrait augmenter
22 les ventes, d'ailleurs - je pense que Short et Becker viendront,
23 en tout état de cause.

24 Et je ne pense pas, compte tenu de l'ampleur de la situation... À
25 la lecture de l'arrêt de la Chambre de la Cour suprême, on aurait

45

1 pu croire qu'on était au bord du gouffre, aux CETC. Je ne pense
2 pas qu'il soit judicieux de prévoir la comparution de Short, de
3 Becker ou de qui que ce soit d'autre. Il faut régler la question
4 dont nous sommes saisis.

5 [11.04.50]

6 L'approche la plus efficace est que la Chambre fasse ses
7 délibérations, formule une décision bien motivée à laquelle
8 s'attendent tant les procureurs que la Chambre de la Cour
9 suprême, mais on ne peut pas faire les deux. On ne peut pas
10 entendre des témoignages importants tout en rédigeant une
11 décision, et ce, sauf tout le respect que je dois aux juristes de
12 la Chambre. Et je ne pense pas manquer... enfin, je pense que les
13 juristes sont très talentueux et brillants, mais en bout de ligne
14 ce seront les juges qui devront, avec leur personnel, en arriver
15 à une décision motivée. Et je n'ai aucun doute que la Chambre de
16 la Cour suprême se penchera et portera toute son attention à la
17 nouvelle ordonnance de la Chambre, compte tenu du ton et des
18 remarques gratuites, presque personnelles, que la Chambre de la
19 Cour suprême a faites, dans son arrêt, vis-à-vis de la Chambre de
20 première instance.

21 [11.06.03]

22 Quant à la prochaine question - je pense que j'y ai déjà répondu
23 -, sur le sujet des autres témoins, nous maintenons notre
24 position: nous ne... aucun témoin ne devrait être cité à
25 comparaître. Et ce qu'a... et, pour en revenir à ce qu'ont dit les

46

1 parties civiles, ça n'a aucun sens de faire comparaître un
2 témoin, d'entendre sa déposition et de les faire comparaître à
3 nouveau par la suite; cela devient un cauchemar de logistique.
4 Qui plus est, à l'heure actuelle, le tribunal peine à payer les...
5 ses membres les plus importants, c'est-à-dire le personnel
6 cambodgien, sans lesquels le tribunal ne saurait fonctionner, ne
7 saurait, donc... peine à payer son personnel en temps... à temps.
8 Et donc de faire comparaître des témoins à nouveau, c'est un
9 souci logistique dont il faut tenir compte. Et, bon, je ne veux
10 pas que l'on me comprenne mal et que l'on pense que j'ai une
11 position différente. Nous sommes d'avis que la meilleure façon de
12 ne pas perdre de temps est d'élargir le champ du procès à toute
13 l'ordonnance de clôture.
14 [11.07.30]
15 Donc, à supposer que la semaine prochaine est une vacance
16 judiciaire - c'est ce que je croyais, du moins -...Donc, tenant
17 pour acquis que la semaine prochaine est une vacance judiciaire,
18 le lundi suivant, on peut commencer à entendre les témoins que
19 l'on avait prévus pendant que la Chambre prépare son plan pour
20 faire comparaître tous les autres témoins, et il n'y aurait ainsi
21 aucune perte de temps. Et de procéder de cette façon signifie que
22 vous n'aurez même pas à rédiger votre ordonnance de disjonction,
23 vous n'aurez même pas à choisir, enfin, choix numéro 1, choix
24 numéro 2. Il n'y aura pas de choix à faire, et l'Accusation, pour
25 changer - enfin, du moins, j'espère -, ne se relèvera pas pour

47

1 dire: "Non, ce n'était pas une des options que la Chambre de la
2 Cour suprême vous avait donnée." Car vous avez un pouvoir
3 discrétionnaire sans obstacle d'engager des poursuites sur toute
4 l'ordonnance de clôture, et c'est d'ailleurs ce qui, selon nous,
5 est la chose raisonnable à faire. Donc, plutôt que de perdre un
6 mois, pourquoi ne pas commencer à toute de suite entendre des
7 dépositions qui sont prévues au calendrier, tout en prévoyant la
8 comparution des autres?

9 [11.08.45]

10 Et l'Accusation nous rappelle souvent qu'elle a la charge de la
11 preuve, et je suis d'accord, et la Chambre de la Cour suprême,
12 dans son interprétation... nous a rappelé, du moins dans son
13 interprétation de la jurisprudence du TPIY pour justifier et
14 interpréter le Règlement intérieur des CETC, qui touche la
15 disjonction et que l'on se retrouve dans ce système
16 contradictoire... eh bien, l'Accusation devrait présenter sa liste
17 de témoins et de documents pour tout le dossier 002. Compte tenu
18 de ce besoin de célérité, l'Accusation doit dire quels sont les
19 témoins qu'ils doivent... qu'ils veulent faire comparaître, quelles
20 sont les dépositions dont ils ont besoin pour prouver tout le
21 dossier, car, avant que la Chambre rende son ordonnance de
22 disjonction, l'Accusation n'avait pas de choix en tête et avait
23 déjà, sans aucun souci pour l'âge des accusés, présenté un
24 dossier complet et pensé que ça allait être très facile pendant
25 les deux ou trois prochaines années. Et finalement la Chambre de

48

1 première instance a jeté une douche froide en rappelant qu'il
2 serait peut-être plus approprié de procéder par étape.

3 [11.10.28]

4 Donc, je propose que l'on reprenne les audiences lundi en huit,
5 que l'on fasse venir les témoins nécessaires. Aucun besoin de
6 laisser de côté des parties civiles qui avaient dû... des parties
7 civiles qui ont lutté pour être admises après que le Bureau des
8 cojuges d'instruction les avait... avait rejeté leurs demandes de
9 constitution. Je propose donc que l'on procède de cette façon à
10 partir de lundi en huit.

11 Paragraphe 4, maintenant. J'ai quelques hésitations à répondre à
12 la question, à la façon dont elle est formulée, car la Chambre de
13 première instance semble nous inviter à exprimer notre opinion.

14 Et, en fait, je pense à Mark Twain, grand auteur américain,
15 romancier, qui a déjà fait un commentaire sur les statistiques et
16 le recours aux statistiques. Alors, on parle de combien de
17 témoins, combien de journées d'audience; c'est de la statistique.

18 [11.11.40]

19 Et voici ce que Mark Twain avait à dire sur la statistique, ici:

20 Il y a... il y a des chiffres, il y a des foutues statistiques, et
21 il y a des mensonges. Et, quand on parle des chiffres, ici, et
22 statistiques, les chiffres sont malléables, faciles à manipuler,
23 faciles à mal interpréter. Et donc ce chiffre de 11 jours, ce
24 pourrait être 11 semaines, quand on pense aux allégations
25 factuelles qu'ils souhaitent rajouter.

49

1 Donc, nous sommes d'avis que la Chambre a sûrement considéré que
2 cette estimation de 11 jours dont les coprocurateurs avaient déjà
3 informé la Chambre... donc, ces chiffres qu'ils ont avancés
4 lorsqu'ils ont demandé à élargir le champ... Mais ce n'est pas
5 quelque chose qui était nouveau, et donc je peine à croire que la
6 Chambre de première instance n'avait pas déjà inclus ces 11 jours
7 ou ces estimations dans ses propres calculs. Et finalement les
8 juges ont dû se dire: 11 jours, ça semble peu réaliste et un peu
9 court. Et c'est pourquoi ça me faisait penser à cette citation de
10 Mark Twain.

11 [11.13.20]

12 Nous sommes sur une pente glissante si l'on accorde trop
13 d'importance à ces 11 jours, à cette estimation, surtout si l'on
14 fait admettre des transcriptions de dépositions. Et, nous l'avons
15 dit, nous nous opposerons à une telle pratique.

16 Pour répondre à votre question quant aux estimations, nous avons...

17 En fait, c'est ce que j'appellerais des inconnues connues, pour
18 reprendre... Je ne veux pas citer Donald Rumsfeld , mais... l'ancien
19 Secrétaire de la défense américain qui avait dit qu'il y a les...
20 il y a des inconnues connues et des inconnues inconnues, et cela
21 fait partie de ces... Il a dit, en fait: "Je sais ce que je ne sais
22 pas." "Je sais que je ne sais pas" est ce qu'il avait dit. Et
23 donc il y a des inconnues inconnues, et il y a des inconnues
24 connues, et c'est pourquoi je pense qu'il est beaucoup plus
25 prudent d'aller de l'avant avec le dossier 002 dans son ensemble.

50

1 [11.14.40]

2 Prochaine question: les équipes de défense peuvent-elles indiquer
3 si leurs clients seraient disposés à renoncer à leur droit d'être
4 présents? Bien, nous l'avons expliqué clairement, j'aimerais le
5 répéter, j'aimerais répéter notre position. Nous avons déposé des
6 écritures comprenant les documents de renonciation signés par
7 notre client et nous avons indiqué qu'il ne souhaite pas renoncer
8 à son droit d'être présent. Il peut y avoir quelques exceptions,
9 mais je peux assurer à la Chambre qu'à l'heure actuelle l'accusé
10 n'a pas l'intention de renoncer à être présent. Il y a droit
11 autant que quelqu'un qui est jeune, et en santé, et capable de
12 suivre le procès.

13 Si ce tribunal prétend se conformer aux normes et aux principes
14 internationaux enchâssés dans la constitution cambodgienne et
15 respecter la jurisprudence des CETC et l'accord, il faut
16 respecter le souhait de cet... de l'accusé et il faut lui permettre
17 d'exercer son droit. Donc, voilà qui, je crois, répond assez
18 clairement à la question.

19 [11.16.12]

20 Puis, question 3, à savoir si les équipes de défense
21 s'opposeraient ou non à l'admission en tant qu'éléments de preuve
22 de transcriptions de dépositions de témoins faites dans le cadre
23 du dossier 001, relatives au centre de sécurité de S-21. Oui,
24 nous nous y opposerons. Nous nous opposerons à cette admission.
25 En fait, nous allons nous opposer à tout ce que les procureurs

51

1 chercheraient à faire admettre dans le dossier 001. Ce n'était
2 pas par hasard que je me suis levé pour demander directement à
3 l'Accusation si les estimations que nous ont... que nous ont dites
4 les procureurs lundi, ces 11 jours... si cela dépendait de
5 l'admission de ces éléments de preuve. Et il y a même une
6 question par les juges, et, si vous lisez les transcriptions, les
7 procureurs n'ont pas répondu. Je pense donc qu'ils chercheront à
8 faire admettre ces éléments de preuve, et la Chambre serait
9 tentée d'accéder à cette demande, mais nous nous y opposerons.

10 [11.17.39]

11 L'Accusation a la charge de la preuve, elle connaît son travail
12 dans ce dossier, elle s'est préparée, elle s'est organisée en
13 conséquence, mais il va falloir suivre la procédure en conformité
14 avec les normes internationales. Nous allons lutter contre une
15 violation du droit de notre client à la confrontation.

16 J'ose espérer que mes remarques ont répondu assez clairement aux
17 questions de la Chambre. Je peux, certes, répondre à des demandes
18 de précision de la part des juges. Et nous avons hâte, je dirais,
19 de répliquer à la réponse des coprocurateurs si la Chambre accède à
20 la demande des parties civiles et des procureurs, du moins celle
21 que nous anticipons, la requête que nous pensons qu'ils vous
22 présenteront.

23 [11.18.51]

24 M. LE PRÉSIDENT:

25 Merci, Maître.

52

1 La parole est à présent à la défense de Khieu Samphan.

2 Me VERCKEN:

3 Merci, Monsieur le Président. Je pense que je serai aussi rapide,
4 évitant de revenir sur les sujets pour lesquels nous sommes
5 d'accord avec les autres équipes de défense.

6 Sur la question de l'importance de la santé des accusés, je
7 dirais que, bien évidemment, nous sommes entièrement d'accord
8 avec ce point.

9 Mes confrères des deux autres équipes vous disent: plus vous
10 jugez la totalité de l'ordonnance de clôture, plus vous jugerez
11 rapidement. Sur ce point, je suis d'accord sur le principe, et
12 c'est pour ça que j'ai dit hier que c'est ce qu'il aurait fallu
13 faire, probablement, dès le départ.

14 [11.19.57]

15 Simplement, je suis peut-être un petit peu plus pragmatique. Je
16 prends en considération le fait que ce procès a commencé depuis
17 un an et demi. Je prends en considération, justement, la question
18 de la santé et le fait que mon client est en bonne santé et qu'il
19 a droit à un procès dans un délai raisonnable. Et je prends aussi
20 en considération ce que... l'évaluation que je fais de l'opinion
21 de votre Chambre jusqu'à maintenant, à travers non seulement la
22 succession des décisions que vous avez rendues en matière de
23 disjonction, mais également à travers l'impression qui se dégage,
24 selon moi, des questions telles que vous les avez formulées, en
25 préparation de ces audiences, dans vos deux mémorandums auxquels

53

1 nous tentons de répondre depuis deux jours. Et il me semble que,
2 eh bien, votre Chambre pourrait être tentée de continuer à
3 réfléchir sous la forme soit d'une option 1, soit d'une option 2,
4 mais, dans tous les cas... et, pour nous, équipe de défense de
5 Khieu Samphan, je l'ai dit, cela revient au même; cela signifie
6 une succession de procès. Et succession de procès signifie, selon
7 la Cour suprême, que vous devez nous dire comment vous comptez
8 faire et comment vous comptez passer et régler toutes les
9 questions techniques et juridiques que posent la disjonction et
10 la succession de procès pour M. Khieu Samphan.

11 [11.21.47]

12 Alors, pour ce qui concerne les témoins que vous pourriez décider
13 d'entendre avant d'avoir rendu votre décision, notre position,
14 elle est la même que pour les autres équipes de défense. Je crois
15 - et c'est en cela que je rejoins effectivement ce qu'ont dit mes
16 confrères - que ça suffit, l'usine à gaz est déjà assez
17 compliquée comme ça. On voit bien, avec cet exemple que j'ai cité
18 hier sur votre demande de rédaction préalable d'une partie des
19 mémoires finaux sur le droit applicable, qu'à chaque fois qu'on
20 tente d'anticiper une difficulté, eh bien, cela se répercute et
21 prend des conséquences en matière de temps que nous passons à
22 régler et à gérer ce procès.

23 Donc, je pense que la sagesse, c'est de suivre la décision que
24 vous avez prise pour les deux témoins qui étaient prévus cette
25 semaine, à savoir de ne pas entendre de témoin tant que vous

54

1 n'aurez pas statué, rendu une décision complète, motivée - motifs
2 et dispositifs - sur ce que vous comptez faire pour l'avenir.
3 [11.23.19]
4 J'insiste, comme l'ont fait mes confrères: je ne crois pas qu'il
5 soit raisonnable de nous adresser, dans un premier temps, un
6 résumé ou juste le dispositif sans les motifs, tout simplement
7 parce que c'est très exactement ce qu'a critiqué la Cour suprême
8 et que, si vous décidiez de procéder ainsi, eh bien, vous
9 recommenceriez à prendre des décisions qui seraient contraires
10 aux indications que vous a données la Cour suprême.
11 Quant aux arguments évoqués par l'Accusation selon lesquels M.
12 Chandler aurait été entendu sur la totalité du dossier, je le
13 conteste. Je me souviens très bien que, lorsqu'il est venu à
14 cette barre, Mme Cartwright a commencé dès le départ son audition
15 par indiquer à cet expert quel était le champ du procès - je l'ai
16 vérifié -, quel était le champ du procès, du premier procès, pour
17 signifier à cette personne que, eh bien, il devait se focaliser
18 sur la définition que vous aviez donnée dans votre ordonnance de
19 disjonction. Donc, cet argument me paraît tout à fait erroné.
20 [11.25.00]
21 De même, celui qui consiste à prétendre que nous avons déjà été
22 avertis de ce que les experts Becker et Short devraient être
23 entendus sur la totalité de l'ordonnance de clôture. Je vais
24 juste citer un mémorandum que vous avez émis le 8 janvier 2013,
25 dans lequel vous disiez à toutes les parties - c'est le document

55

1 E236/4 - que les auditions de Short et Becker, qui étaient
2 prévues initialement pour cinq jours, ne le seraient plus que
3 pour quatre, et vous encourageiez les parties à limiter leurs
4 questions aux seuls points relevant du premier procès dans le
5 cadre du dossier 002.

6 Donc, une fois encore, on voit bien que toutes ces difficultés
7 qui surgissent au fur et à mesure de la modification du champ du
8 procès sont susceptibles de continuer à nous causer à tous des
9 préjudices et qu'il vaut mieux poser les fondements sains de la
10 suite du procès plutôt que de continuer à agir par anticipation
11 pour ensuite être obligés de gérer les contestations des uns et
12 des autres et revenir sans cesse sur des points qui auraient pu
13 être réglés beaucoup plus rapidement.

14 [11.26.44]

15 Ces observations valent bien sûr, je le précise, également pour
16 d'éventuels témoins; c'est une position générale. Nous estimons
17 qu'il faut attendre votre décision complète sur l'avenir pour
18 recommencer à entendre des témoins.

19 Question suivante, 4(i), sur ce que nous pensons de la prévision
20 du temps par les procureurs. Je crois que j'en ai assez dit hier
21 pour vous donner à peu près une idée de notre opinion à cet
22 égard. Nous rejoignons les autres équipes là-dessus. On ne sait
23 pas exactement comment ces prévisions sont faites. Est-ce
24 qu'elles tiennent compte de nos interventions aux uns et aux
25 autres? C'est de la cuisine, mais ce n'est pas... ce ne sont pas

56

1 des prévisions qui sont suffisamment explicitées pour que l'on
2 puisse en tenir compte, d'autant qu'elles contredisent des
3 prévisions qui avaient été données en août 2012 - Monsieur le
4 Président, vous l'avez rappelé tout à l'heure au procureur
5 lorsque vous lui avez opposé sa précédente estimation à 33 jours.

6 [11.28.03]

7 Est-ce que nous sommes prêts à renoncer - question suivante - par
8 avance à notre droit d'être présent au procès? Bien évidemment,
9 la réponse est négative à cette question.

10 Et, enfin, est-ce que nous contesterions l'admission des
11 transcrits du premier procès, 001, si elle était demandée par le
12 procureur pour justifier son délai de 11 jours? La réponse est,
13 bien évidemment, positive. Comme les autres équipes, nous
14 examinerions, et nous contesterions si nécessaire.

15 M. LE PRÉSIDENT:

16 Merci.

17 Les procureurs et la partie civile ont droit de réponse. Allez-y.

18 M. LYSAK:

19 Merci, Monsieur le Président. Je serai assez bref.

20 Tout d'abord, sur le sujet de la santé des accusés. J'apprécie la
21 franchise de Me Koppe sur l'état de santé de son client. J'avais
22 pensé hier, quand les équipes de défense ont demandé à la Chambre
23 d'entendre tout le dossier 002, qu'ils étaient... ils pensaient
24 sans doute que leurs clients étaient aptes et seraient aptes dans
25 l'avenir immédiat.

1 [11.30.13]

2 Donc, nous apprécions sa franchise à cet égard, et pas uniquement
3 à ce sujet. C'est rafraîchissant d'entendre des observations
4 respectueuses prononcées dans ce prétoire. Parfois, nous sommes
5 en désaccord sur le fond, mais il y a eu un changement, et nous
6 nous en félicitons.

7 Je lui suis aussi reconnaissant d'avoir dit qu'il examinera la
8 liste de 31 témoins proposés. Il a changé de position sur la
9 disjonction, et j'espère qu'il appliquera la même sagesse au
10 moment d'examiner la liste de témoins que la Défense avait
11 proposés.

12 Nous sommes en désaccord avec toutes les équipes de défense sur
13 le point de savoir si la Chambre doit entendre des témoins avant
14 d'avoir rendu sa décision. Je ne suis pas bien sûr d'avoir
15 compris la position de la défense de Ieng Sary, l'avocat ayant
16 dit que la Chambre pouvait entendre des témoins à partir de lundi
17 en huit.

18 Les deux premières équipes de défense n'ont pas vraiment répondu
19 à la question de la Chambre sur Short et Becker. Si la portée de
20 leur interrogatoire est étendue à tout le dossier 002, il n'y a
21 aucune raison de ne pas les entendre à ce stade.

22 [11.32.07]

23 Me Vercken a répondu; je ne suis pas d'accord avec lui. Il est
24 clairement établi dans les documents que la Chambre permet un
25 interrogatoire sur la totalité du dossier, même chose pour les

1 autres témoins, d'ailleurs. Il a cité un document, et l'essentiel
2 de ce document, c'est que la Chambre encourage les parties... elle
3 reconnaît que les parties sont autorisées à poser des questions
4 sur des points pertinents par rapport aux connaissances que
5 possède le témoin, mais la Chambre encourage les parties à se
6 concentrer sur les questions les plus significatives.
7 Nous nous préparons depuis longtemps à interroger ces deux
8 témoins; il n'y a aucune raison de ne pas les entendre. Ces deux
9 témoins entrent dans la catégorie évoquée hier, des témoins
10 permettant de jeter un fondement... des témoins dont la déposition
11 permettra de jeter le fondement sur la base de quoi la Chambre
12 pourra examiner l'ensemble des crimes allégués. Personne ne dit
13 qu'il faudra du temps supplémentaire. Il est extrêmement peu
14 probable qu'il s'avère nécessaire de reconvoquer ces témoins.
15 Nous engageons donc la Chambre à les faire comparaître.
16 [11.33.45]
17 J'en viens au dernier point de mon intervention. Me Karnavas a
18 contesté notre proposition de calendrier. D'une part, il a répété
19 jusqu'à plus soif qu'il était important d'avoir un projet
20 concret, un calendrier concret, mais, quand nous avons fait une
21 proposition concrète pour la suite des événements, il a cité Mark
22 Twain. Je n'ai entendu de sa part aucune contre-proposition. Il
23 n'a jamais dit: "Nous avons besoin de plus de temps pour ces
24 témoins supplémentaires." Aucune partie n'a dit ce genre de
25 choses. Cela relève de votre décision.

59

1 Nous avons fait une proposition quant au temps qui nous semblait
2 nécessaire pour entendre ces témoins. Nous pensons que cette
3 proposition est cohérente par rapport au temps qu'il a été
4 nécessaire d'utiliser à ce jour avec les témoins. Je vous renvoie
5 à notre proposition du mois d'août en vue d'un plan spécifique,
6 assorti d'un échéancier pour la déposition des témoins restants;
7 c'est le document E218/2.2. Examinez ces estimations; vous verrez
8 que nos estimations se sont avérées assez correctes.

9 [11.35.06]

10 Plus important, c'est à vous de fixer les limites. Vous pouvez
11 dire que 11 jours, c'est trop, neuf jours suffisent, ou bien vous
12 pouvez dire qu'il faut quelques jours en plus, plus de 11 jours.
13 C'est votre prérogative de fixer le calendrier et le temps
14 nécessaire pour ces dépositions.

15 Je crois ainsi avoir répondu à toutes les questions soulevées par
16 la Défense. À moins que la Chambre n'ait d'autres questions à me
17 poser, je vais céder la parole aux parties civiles.

18 M. LE PRÉSIDENT:

19 Merci.

20 Je vais donner la parole aux coavocats principaux pour les
21 parties civiles, qui auront l'occasion de répliquer à la Défense.

22 Je vous en prie.

23 [11.36.10]

24 Me NGUYEN:

25 Très brièvement, pour répondre à Me Karnavas, premièrement, ce

60

1 n'est pas une audience sur la caractérisation des experts ou des
2 témoins de fait. Il est inutile que les avocats spéculent sur la
3 volonté des témoins experts de venir déposer ou non.
4 Hier, Me Karnavas a dit que les juges de la Chambre de première
5 instance avaient un pouvoir de décision absolu concernant la
6 disjonction. Il vient de répéter que les juges ont un pouvoir
7 absolu concernant l'ensemble de l'ordonnance de clôture, mais
8 l'avocat dit aussi à présent qu'il n'acceptera peut-être pas la
9 décision de la Chambre de première instance au cas où le projet
10 ou l'ébauche de projet serait inacceptable pour son client. Il a
11 dit que rien ne pouvait se faire avant d'avoir une décision
12 intégrale et motivée.
13 À présent, nous sommes dans une situation où il faut faire des
14 compromis au nom... il faut trouver un équilibre entre
15 l'efficacité du procès et les droits de toutes les parties, dont
16 les parties civiles, à avoir un jugement final dans le dossier
17 002.
18 [11.37.34]
19 Comme ma consœur la coavocate principale l'a dit avant-hier,
20 dans un monde idéal, l'ensemble du dossier 002 sera jugé, et les
21 victimes pourront s'exprimer et raconter leur histoire, elles
22 pourront, en public, faire le récit des atrocités dont elles ont
23 été les victimes. Mais nous sommes dans une situation où il faut
24 faire des compromis, tout bien considéré. Toutes ces choses
25 doivent être dûment pondérées.

61

1 La défense de Khieu Samphan a parlé du mémorandum de la Chambre
2 en date du 8 janvier, E236/4. Je rejoins ici l'Accusation pour
3 dire que la Chambre de première instance a encouragé les parties
4 à interroger les témoins experts en se focalisant sur les
5 questions relevant du premier procès. C'est le mot "encouragé"
6 qui a été utilisé. Bien sûr, il y a beaucoup de décisions orales
7 et écrites comme quoi les experts peuvent parler de tout ce qui
8 relève de l'ensemble du dossier 002.

9 [11.38.55]

10 Enfin, pour les parties civiles, il est extrêmement difficile de
11 voir la logique des observations de la Défense - et, ici, je fais
12 référence à Me Karnavas, selon qui il y aurait la plus grande
13 célérité si l'on jugeait l'ensemble du dossier 002, alors que,
14 dans le même souffle, cet avocat prétend - et je vais le citer:
15 "Nous allons contester tout. Nous allons contester tout." Ceci
16 portait sur la recevabilité des documents du dossier 001 par
17 rapport à S-21.

18 Voilà ce que j'avais à dire à titre de réplique.

19 Me SIMONNEAU-FORT:

20 Juste un mot supplémentaire sur les transcripts, puisque je
21 l'avais annoncé tout à l'heure.

22 Votre Chambre a rendu une décision sur les transcripts - ou, en
23 tout cas, c'est comme ça que je le comprends -, qui est la
24 décision E96/7, et votre Chambre a motivé cette décision en
25 expliquant de quelle façon les transcripts pouvaient être

62

1 utilisés éventuellement dans le cas numéro 2. Je parle des

2 transcripts du cas numéro 1.

3 [11.40.10]

4 Donc, j'entends la Défense indiquer qu'elle fera des

5 contestations à ces transcripts. Si la Défense envisage de faire

6 des objections - ce qu'elle peut faire, évidemment, tout à fait

7 librement -, il faudra quand même que ces contestations aillent

8 au-delà de ce que la Chambre a déjà tranché. Vous avez déjà pris

9 une décision sur un certain nombre de points, et il n'est pas

10 question, me semble-t-il - en tout cas, c'est comme ça que je

11 comprends une décision de justice -, de recontester ce qui a déjà

12 été tranché. Donc, il est clair pour moi que, s'il y a

13 contestation à venir sur les transcripts, il faudra que ces

14 contestations sortent de ce que vous avez déjà tranché, tout

15 simplement.

16 Merci.

17 M. LE PRÉSIDENT:

18 Procédons par ordre. Commençons par la défense de Nuon Chea, qui

19 pourra répliquer à l'Accusation et aux coavocats principaux.

20 [11.41.27]

21 Me KOPPE:

22 Merci, Monsieur le Président. Nous n'avons pas de réplique quant

23 au fond. Simplement, nous sommes reconnaissants envers

24 l'Accusation pour les mots employés à notre égard.

25 M. LE PRÉSIDENT:

1 Maître Karnavas, je vous en prie.

2 Me KARNAVAS:

3 Merci. Je vais parler lentement. Peut-être qu'une partie de mon

4 intervention se perd même pour les anglophones qui m'écoutent.

5 Tout d'abord, pour que l'Accusation connaisse bien notre point de

6 vue, lorsque j'ai dit qu'on pourrait commencer immédiatement, je

7 pense que cela voulait dire le 4 mars, lundi en huit. Ainsi, on

8 ne perdrait pas de temps. Il ne faudrait pas reprogrammer les

9 dépositions. Et c'était dans l'hypothèse où on jugerait

10 l'ensemble du dossier et où vous ne devriez pas perdre du temps à

11 rédiger une décision ou encore élaborer un projet. J'espère que

12 c'est tout à fait clair.

13 [11.42.35]

14 Deuxièmement, à l'intention de mes collègues des parties civiles,

15 qui semblent m'avoir mal compris quand j'ai parlé de pouvoir

16 discrétionnaire absolu, les juges ont une liberté d'appréciation

17 absolue de juger l'ensemble du dossier. La Cour suprême n'a pas

18 dit que cette chambre-ci ne pouvait pas juger 002. Elle n'est pas

19 habilitée à le faire. Elle ne l'a pas dit, et les parties civiles

20 devraient le savoir. Les juges ont donc ce pouvoir.

21 Si les juges décident de ne pas juger l'ensemble du dossier 002,

22 alors ils doivent sélectionner l'option 1 ou 2. Dans l'option 2,

23 la Cour suprême n'a pas dit qu'il fallait un projet concret. Pour

24 nous, les juges devraient néanmoins présenter un projet, parce

25 que, dans ce système, à la différence du système anglo-saxon,

64

1 vous ne pouvez pas tout simplement rejeter des chefs
2 d'accusation. Prétendre qu'il pourrait y avoir des chefs
3 d'accusation suspendus indéfiniment, alors que les accusés ont le
4 droit à un procès rapide, cela est absurde. J'espère avoir été
5 clair là-dessus.
6 [11.43.52]
7 Quant au fait que nous allons tout contester... Mais, bon Dieu, que
8 fait un avocat de la Défense? Il défend son client. Peut-être
9 ai-je été mal compris. Peut-être que j'ignorais mes fonctions en
10 tant qu'avocat de la Défense. Je suis ici pour être raisonnable,
11 pour coopérer, pour apporter ma contribution, mais avant toute
12 chose je suis là pour défendre la cause de mon client, je suis là
13 pour m'assurer que mon client puisse recevoir un procès
14 équitable, pour que ses droits soient protégés. J'ai le droit de
15 m'appuyer sur les règles et les procédures. Prétendre que je dois
16 me contenter de venir à genoux, courbé en deux, mendier la
17 justice, alors qu'on s'appuie sur des transcriptions venant d'un
18 dossier où l'accusé a plaidé coupable, sans contester la plupart
19 des preuves, ou alors il l'a fait uniquement selon sa stratégie,
20 sa théorie... Si l'on veut que la défense de Ieng Sary, ensuite,
21 accepte ces dépositions sans les contester, à mon humble avis, je
22 ne serais pas un bon avocat. Je devrais perdre mon accréditation
23 si je défendais ainsi mon client. Et je crois pouvoir dire que
24 les autres équipes de défense n'agissent pas ainsi non plus.
25 [11.45.27]

65

1 Pourquoi est-ce que j'ai dit que nous allons tout contester et
2 demander un procès rapide? Voici ce que je dis: nous avons perdu
3 beaucoup de temps pour savoir où nous en sommes. Certes, nos
4 clients sont d'un âge avancé, mais, lundi en huit, nous pouvons
5 examiner la preuve. C'est ça, la célérité. Puisque nous employons
6 ce mot, comment la Cour suprême justifie-t-elle la mise à l'écart
7 du reste de l'ordonnance de clôture tout en assurant la célérité
8 requise? C'est de la schizophrénie. Lorsque je parle de célérité,
9 je parle de l'ensemble du dossier.

10 Hier, nous avons entendu une intervention assez éloquente de
11 l'équipe de Khieu Samphan...

12 M. LE PRÉSIDENT:

13 Maître, je vous prierais de ralentir et de répondre précisément
14 aux questions soulevées. Vous êtes uniquement censé répliquer à
15 l'Accusation et à la partie civile. Hier, vous avez déjà eu
16 l'occasion d'évoquer d'autres questions. Vous êtes donc prié de
17 répliquer aux points soulevés par l'Accusation et les coavocats
18 principaux, rien d'autre. Si vous vous lancez dans l'examen
19 d'autres questions, cela prendra beaucoup de temps.

20 Vous êtes aussi prié de ralentir pour être bien compris.

21 [11.47.35]

22 Me KARNAVAS:

23 Merci, Monsieur le Président. Je répondais précisément à
24 l'avocate des parties civiles, qui se disait hébétée de voir que,
25 d'une part, je disais que je contestais tout tandis que, d'autre

66

1 part, je préconisais un procès rapide. J'ai juste répondu en
2 expliquant le rôle d'un avocat de la Défense. Peut-être que ma
3 consœur ne sait pas ce que nous faisons dans ce camp-ci. Je
4 pense avoir répondu à la question.
5 Pour ce qui est de la célérité, comment puis-je tenir les deux
6 arguments en même temps? Comme je l'ai dit, hier, notre confrère
7 de la défense de Khieu Samphan a exposé les raisons pour
8 lesquelles Khieu Samphan subissait un préjudice. En effet, il n'a
9 pas un procès rapide.
10 Mon argument est le suivant: si nous voulons avoir un procès
11 rapide, prenons la voie la plus facile. Il y a plusieurs façons
12 d'examiner l'ensemble de l'ordonnance de clôture. Si l'Accusation
13 avait une démarche ciblée, je suis sûr qu'elle trouverait le
14 moyen de juger l'ensemble du dossier dans un délai raisonnable.
15 [11.48.55]
16 Comme je le disais avant, les juges ont la liberté absolue de
17 dire que la Cour suprême, dans son infinie sagesse et compte tenu
18 de tous les autres facteurs, a rendu sa décision: "Puisqu'elle a,
19 dans son infinie sagesse, annulé l'ordonnance de disjonction,
20 nous, les juges de première instance sommes de retour à la case
21 départ; il n'y a plus d'ordonnance de disjonction." Si, alors,
22 l'Accusation veut faire d'autres observations pour demander une
23 disjonction, alors elle pourra le faire, mais vous, les juges,
24 vous êtes responsables de ce procès, vous êtes dans votre droit;
25 vous pouvez juger l'ensemble du dossier. Nous vous demandons de

67

1 le faire. Nous disons que ceci répond au souci de célérité.
2 Pour ce qui est des objections que nous pourrions soulever,
3 lorsque les circonstances fluctuent, même quand une question a
4 déjà été tranchée, il y a des cas, selon les circonstances, où il
5 convient de contester certaines choses sur le plan juridique ou
6 procédural. Ce ne sont pas des requêtes frivoles ni répétitives.
7 Si les circonstances l'exigent, je peux dire à la Chambre que la
8 défense de Ieng Sary n'hésitera pas à déposer des conclusions.

9 [11.50.29]

10 Je pense que l'on a vu que nous avons déposé des écritures
11 lorsque nous voulions trouver une solution ou faire valoir notre
12 position. Des questions ont déjà été tranchées, et, lorsqu'il
13 n'est pas nécessaire de rouvrir leur examen, nous ne le ferons
14 pas. Nous avons adopté une méthode d'humilité lorsqu'il
15 s'agissait de contester des questions qui étaient contestables.
16 Quand nous avons été satisfaits de la solution, nous sommes
17 passés à autre chose.
18 Je prends juste un exemple: votre ordonnance de disjonction. Nous
19 l'avons acceptée. Nous l'avons soutenue. Ensuite, l'Accusation a
20 demandé son réexamen, et là nous avons été en désaccord avec
21 l'Accusation quant à la façon dont elle demandait aux juges de
22 disjoindre les poursuites.
23 Je pense avoir répondu à toutes les interventions des deux
24 parties du camp adverse.
25 M. LE PRÉSIDENT:

68

1 La parole est à l'avocat international de Khieu Samphan.
2 [11.51.52]
3 Me VERCKEN:
4 Merci, Monsieur le Président. Juste deux petites mises au point.
5 Premièrement, sur la question des témoins Becker et Short, nous
6 voyons maintenant que, du côté... de l'autre côté de la barre, on
7 vous dit que le mémorandum que j'ai cité en date du 8 janvier
8 2013 ne faisait qu'encourager les équipes à se focaliser sur
9 l'objet du deuxième procès. C'est oublier que j'avais également
10 indiqué qu'en plus d'encourager les parties à se concentrer sur
11 le deuxième procès, par ce mémorandum, votre Chambre réduisait
12 de... Et si nous passions de cinq à quatre jours sur ce qui était
13 prévu pour ces témoins... Et quand vous êtes un avocat de la
14 Défense, que vous devez préparer l'interrogatoire d'un témoin,
15 que l'on vous encourage à vous focaliser sur le procès tel qu'il
16 est défini ce jour-là et que l'on diminue encore le temps pendant
17 lequel vous allez pouvoir contre-interroger ce témoin, qu'est-ce
18 que vous faites? Bien naturellement, vous comprenez qu'il va
19 falloir vous limiter à préparer et à questionner ce témoin sur
20 l'objet du procès tel qu'il était défini au 8 janvier 2013.
21 [11.53.33]
22 Donc, je pense qu'il faut arrêter maintenant, devant cette
23 Chambre, de jouer sur les mots et de faire du bricolage. Nous
24 vous demandons quelque chose de simple: une décision claire,
25 pesant des principes simples, garantissant nos droits, et nous

69

1 avançons.

2 Ensuite, deuxième mise au point. Ma consœur pour les parties
3 civiles fait mine de prétendre qu'une décision aurait déjà été
4 prise par votre Chambre sur la question... la dernière question de
5 votre mémorandum, à savoir l'admission des transcrits du procès
6 de M. Duch.

7 Effectivement, votre Chambre a posé des critères, des critères
8 sur l'admissibilité des déclarations écrites au lieu et place des
9 témoignages oraux, mais notre travail à nous, c'est bien sûr, à
10 partir du moment où le procureur propose des documents, de
11 vérifier s'il nous semble que ces critères sont remplis. Et quand
12 nous disons que nous allons... que nous nous réservons la
13 possibilité de contester, eh bien, c'est de cela - en tout cas,
14 nous, équipe de Khieu Samphan - dont nous parlons.

15 (Discussion entre les juges)

16 [12.01.03]

17 M. LE PRÉSIDENT:

18 Au nom des juges de la Chambre de la Cour... de la Chambre de
19 première instance et en tant que Président de ladite Chambre,
20 j'aimerais remercier toutes les parties pour avoir exprimé leurs
21 positions et donné les réponses aux questions posées par la
22 Chambre. Elles serviront de fondement à la décision motivée que
23 la Chambre rendra en temps utile sur le champ du procès 002 dans
24 sa première étape. En effet, la Chambre tiendra compte des
25 différents facteurs et des dispositions de l'arrêt de la Chambre

70

1 de la Cour suprême sur l'appel immédiat interjeté par les
2 procureurs sur la portée du... document, donc... arrêt de la
3 Chambre, donc, document E163/5/1/13.
4 Quant à la comparution de témoins et la présentation de preuve
5 documentaire, deux experts et quatre témoins en tout, au
6 paragraphe 3 du mémorandum de la Chambre de première instance en
7 date du 19 février 2013, la Chambre a posé des questions aux
8 parties sur le bien-fondé de faire comparaître ces personnes.
9 Donc, la Chambre indiquera les dates de comparution de ces
10 personnes demain. La Chambre se prononcera sur les dates de
11 comparution avant de rendre sa décision, mais la Chambre ne peut
12 rendre sa décision tout de suite car elle doit tenir compte de
13 toutes les opinions exprimées par les parties. Et la Chambre
14 rendra sa décision en temps utile. Les parties seront notifiées
15 de l'ordonnance portant calendrier sur la comparution des experts
16 et témoins avant qu'elle rende sa décision sur... en réponse à
17 l'arrêt.
18 [12.03.48]
19 Voilà qui met fin à l'audience d'aujourd'hui.
20 Et la Chambre rendra une ordonnance portant calendrier en temps
21 utile pour la reprise des audiences au fond.
22 Gardes de sécurité, veuillez conduire les accusés au centre de
23 détention. Une fois de plus, la Chambre rendra une ordonnance
24 pour les faire revenir au prétoire en temps utile.
25 (Levée de l'audience: 12h04)